Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 36 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820; •* ***Montréal*** *(514) 321-6434; •* ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***22- 29 septembre 2021***

LA POLICE HAÏTIENNE TOUJOURS INCAPABLE FACE AUX GANGS ARMÉS

400 Mawozo se déclare maître de Croix des Bouquets

L'encerclement de Port-au-Prince continue...

Par Léo Joseph

Ici, à *Haïti-Observateur*, a été, plus d'une fois, posée l'hypothèse des gangs armés se liguant pour lancer une ultime attaque sur la capitale du pays, un défi de taille à la Police nationale. Il semble que les différentes sorties effectuées par les groupes divers, ces derniers temps, entrent dans le cadre d'exercices visant à mesurer leurs forces contre les capacités de la Police. Une stratégie qui pourrait, éventuellement, se traduire en une guerre ouverte contre les forces de l'ordre. À ce rythme, l'encerclement de Port-au-Prince continue, inexorablement.

Ti-Je, le chef du gang de Ti-Bwa.

En effet, le groupe de bandits appelé « *400 Mawozo* », dont le quartier général se trouve au nord de la capitale, dans la commune de Croix des Bouquets, suite à plusieurs attaques perpétrées sur les résidents et entreprises de cette juridiction, dont certaines consistent en assassinats, en ont pris le contrôle. Après avoir décrété cette zone leur fief, ces bandits ont imposé des taxes sur les usagers du plus grand marché, imposant à ce derniers le paiement des obligations normalement versées à la mairie de Croix-des-Bouquets.

Lanmo San Jou, le chef de 400-Mawozo, entouré de ses lieutenants.

Comme pour prouver l'efficacité de leur « *administration* », les hommes de 400 Mawozo, après avoir touché des taxes, ont mené une opération de nettoyage, enlevant les immondices et nettoyant la zone limitrophe du marché.

Suite à ces actions, ce groupe mafieux, estimant avoir la « *légitimité du pouvoir* », ont déclaré qu'ils n'autoriseraient aucune des institutions étatiques à ouvrir leurs portes, à partir de lundi 20

Suite en page 9

IMMIGRATION ILLÉGALE MASSIVE AU TEXAS

Des milliers d'Haïtiens envahissent le Sud des États-Unis

Ariel Henry d'accord, rapatriement des migrants... À quel prix ?

Les migrants haïtiens sont de tous âges, le bébé a peur de traverser le Rio Grande sur le dos de papa.

Par Léo Joseph

À force de se faire dévorer par les requins, quand leurs frêles esquifs font naufrage sur les hautes mers, ou se faire intercepter par la Garde côtière américaine, ou même des patrouilles bahamiennes, en route pour les côtes de la Floride, ou bien encore, rarement, pour quelque autre plage des États-Unis, il semble que les Haïtiens aient changé de stratégie. Cherchant à tout prix, à atteindre l' « *El Dorado* », des milliers de personnes, dont la grande majorité sont des ressortissants haïtiens, mettant le cap sur le Grand Nord, ont traversé la

Suite en page 15

Haïti pleure : Où est le président Biden, alors que mes compatriotes suffoquent sous un pont au Texas ?

Par Raymond Joseph,

exclusif au New York Sun | 19 septembre 2021

Encore une fois, Haïti domine l'actualité, de façon négative, bien sûr, le pays ne faisant parler de lui que lorsqu'il y a une catastrophe. Cette fois, le problème d'Haïti a surgi aux États-Unis avec des milliers de réfugiés entassés sous un pont, à Del Rio,

Suite en page 12

HAPPENINGS!

Massive humiliating deportation of would-be Haitian refugees contrasts with warm welcome for Afghans

A border patrol agent on horseback capturing a Haitian refugee.

By Raymond Alcide Joseph

Within a month, the United States government organized two spectacular airlifts, one to bring thousands of Afghan refugees all the way from Asia to

Continued on page 7

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 2

Sante Mantal POU TOUT MOUN

SÈVIS POU TOKSIKOMANI

ÈD POU DEPRESYON

SIPÒ NAN KA KRIZ

KONSÈY SIKOLOJIK 24 SOU 24/7 JOU SOU 7

AK PLIS BAGAY TOUJOU

KONTAKTE POU JWENN SWEN:
1-888-692-9355 oswa ale sou MentalHealthForAll.nyc.gov

Kèlkeswa moun ou ye a. Kèlkeswa sa ou bezwen. NYC la pou ou.

NYC

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES
L'actualité en vrac

***De toutes les nouvelles, celles relatives aux milliers de réfugiés haïtiens ayant envahi Del Rio, Texas, dominent l'actualité.** En dernier lieu, il a été rapporté, hier, mardi 21 septembre, que des réfugiés qu'on transportait à bord d'un autobus, lundi, de Del Rio, à San Antonio, en vue de leur rapatriement en Haïti, ont pris d'assaut l'autobus et se sont évadés dans la nature.

Annonçant la nouvelle, hier, le *Washington Examiner,* a titré «***Révolte des migrants haïtiens qui ont pris le contrôle d'un autobus sous contrôle d'un fournisseur de service privé*** ». Confirmant l'information, les autorités de l'Immigration américaine ont fait savoir que presque tous les fuyards sont rattrapés. Dorénavant, il faudra s'attendre à ce que soit assurée la sécurité des autobus, pour que se fasse sans encombre, le voyage de deux heures et demie de Del Rio à l'aéroport.

Entre-temps, l'administration Biden, vivement critiquée par plusieurs secteurs, accusé de manquer de sympathie envers les réfugiés haïtiens, maltraités pardessus le marché, a annoncé, lundi, qu'une enquête sera entreprise sur ces mauvais traitements, y compris sur les informations diffusées sur tous les réseaux sociaux et transmis par des chaînes de télévision, d'agents de la Patroille frontalière, à cheval, utilisant des lassos pour maîtriser leurs réfugiés.

C'est Alejandro Mayorkas, le secrétaire d'Çtat au Homeland Security, l'équivalent du ministre de l'Intérieur en Haïti, qui en a fait l'annonce, disant « *une enquête immédiate* » sera entamée concernant « *les faits extrêmement inquiétants concernant des agents de la Patrouille frontalière, à cheval, poursuivant les immigrants haïtiens* », ajoutant que des « *mesures disciplinaires* » ne sont pas à écarter.

Se disant très concerné, M. Mayorkas a affirmé que « *le département de Homeland Security ne tolère pas l'abus de migrants sous son contrôle, et nous prenons très sérieusement ces allégations* ».

De son côté, le président américain, pour éviter la colère d'éventuels électeurs anti-immigrants, a affiché une attitude bienveillante vis-à-vis des immigrants illégaux haïtiens. Mais il fait face maintenant aux défenseurs des droits humains.

Alexia Latortue

À souligner que, parmi les personnalités de marque à se prononcer sur la situation des réfugiés haïtiens, dénonçant les «*traitements horribles* » dont ils ont été l'objet, se trouvent la vice-présidente Kamala Harris, la

Le président dominicain Luis Abinader.

congressiste Nancy Pelosi, de la Californie, cheffe de la majorité démocrate, à la Chambre basse et le sénateur Charles « Chuck » Schumer, démocrate de New York, chef de la majorité au Sénat. Celui-ci est allé encore plus loin, demandant au président Biden de surseoir aux déportations. (Lire les éditoriaux, aux pages 10 et 11, ainsi que les colonnes en anglais HAPPENINGS, en première page, et en créole GRENN PWONMENNEN, à la page 6, pour de plus amples renseignements et commentaires sur ce dossier brûlant).

***À un moment où l'administration Biden est vivement critiquée pour sa position vis-à-vis des réfugiés haïtiens, une Américaine d'origine haïtienne a été reçue en audience au Sénat U.S. pour confirmation au poste d'assistante secrétaire au Département du Commerce.**

En effet, c'est hier, mardi, 21 septembre qu'Alexia Latortue a été accueillie au Senate Banking, Housing and urban Affairs dans le cadre de sa présentation aux fins de sa confirmation. C'est sous la houlette du chairman, le sénateur Sherrod Brown, démocrate de l'Ohio, que s'est déroulé la séance dont elle est sortie satisfaite.

Tel qu'annoncé préalablement, Alexia Latortue, la benjamine des trois filles de nos amis, le couple Gérard et Marlène Latortue, a été désignée à ce poste, le mois dernier, par le président Joseph Biden. Elle attendait sa confirmation par le Sénat avant de se mettre au travail.

Dans notre plus prochaine édition, sera offert un texte sur sa présentation, surtout à l'intention de nos lecteurs anglophones. Signalons que dans ses propos, elle a parlé avec éloquence de sa vision et comment elle est parvenue à franchir cette étape, tout en saluant ceux qui l'ont inspirée durant sa carrière. Compliments, Alexia Latortue ! Excelsior !

***Dans la lutte contre la COVID-19, de bonnes nouvelles relatives aux vaccins.** En tout premier lieu, il ressort que le vaccin Johnson & Johnson offre une protection à 94 %, quand la seconde dose est administrée deux mois après la première. Alors que ceux-là qui sont inoculés à ce vaccin font le nécessaire pour se prémunir contre la pandémie toujours à la hausse. Par ailleurs, c'est aujourd'hui, 22 septembre, que le *Center for Disease Control and Prevention* (CDC), l'agence fédérale qui, de concert avec la *Food and Drug Administration* (FDA) veuillent à la bonne santé de la nation, devait donner son avis, par rapport à la troisième dose du vaccin élaboré par la compagnie Pfizer, doit se prononcer.

En effet, la troisième dose, dite de *« rappel »*, est recommandée, surtout pour les gens âgés de plus de 65 ans, qui ont été inoculés six mois auparavant. Entre-temps les études se poursuivent en ce qui a trait aux personnes moins âgées. Donc, il est conseillé de contacter son médecin pour s'informer de son statut, quant à la protection nécessaire, en ces jours incertains,

Des réfugiés haïtiens traversant le Rio Grande, à pied, pour rejoindre d'autres massés sur la rive.

***Depuis le 14 septembre, les activités diplomatiques se déroulent à New York, où se tient la 73e session de l'Assemblée annuelle.** Contrairement à l'année dernière, quand la 72e Session était complètement virtuelle, cette année, certains chefs d'Çtat ont fait le déplacement, bien que nous n'ayons pas pu déterminer combien des 193 pays membres étaient présents physiquement.

Par contre, le président dominicain, Luis Abinader, présent à sa première participation à la Session, au siège central (New York), a fait parler de lui, même avant son arrivée au « Big Apple ». C'est qu'il a voyagé, samedi dernier, 18 septembre, à bord d'un vol commercial, en classe économie, épargnant au Trésor de son pays des milliers de dollars.

N'ayant pas de président, sinon une photo du défunt dans tous les bureaux d'Çtat, le chef haïtien est porté absent. Assurément, le ministre des Affaires étrangères, Claude Joseph, qui se trouvait au Mexique, pour les 200e anniversaire de ce pays, depuis mardi dernier, 14 septembre, voudrait bien faire le déplacement à Manhattan, si le protocole le permettait. N'est-ce pas le moment de demander des comptes concernant le magot dépensé en première classe, per diem et tout le bazar?

Et le président Biden, s'adressant, hier, à l'Assemblée générale, a plaidé pour une ère de collaboration entre les nations, tournant le dos aux « *conflits* » pour faire « *l'unité* », en vue de combattre les deux grands fléaux de l'ère : la COVID-19 et le réchauffement de la planète. « *Car, ce sont nos vies, à nous tous qui sont menacées* ».

***Et aujourd'hui, 22 septembre, à 3 h 21 pm, heure de l'est, commence l'automne.**
Pierre Quiroule II
22 septembre

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca
Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 4

La prolifération des activités des bandes armées en Haïti : Un génocide en cours

Par Jean-Robert Louis, Jr.

La menace mondiale que représente la pandémie de Covid-19 révèle la profondeur et l'étendue de notre interconnexion en tant qu'espèce humaine. Par conséquent, la prolifération incontrôlée des gangs armés, dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, constitue une menace cachée pour la sécurité de la planète. Ainsi, afin de neutraliser et d'inverser les effets catastrophiques de ces activités liées aux gangs, armés sur les communautés affectées, il faudra probablement un engagement total avec les principaux moteurs des mutations et déviances sociales perpétuelles, observées et documentées, sur cette nation insulaire turbulente depuis le 6 décembre 1492.

Un génocide est en cours sur l'île d'Haïti aujourd'hui. Il se poursuit depuis trop longtemps. C'est le mal absolu. L'assassinat macabre et tortueux de Jovenel Moïse, un président de facto en exercice, le 7 juillet 2021, incarne les différents aspects, dimensions et facettes d'un génocide perpétuel, dont les premiers actes remontent à plus d'un demi-millénaire : un outil polyvalent de déstabilisation déployé et vicieusement exploité par les moteurs des activités liées aux bandes armées en Haïti.

Nous proposons une feuille de route politique spécialement conçue pour restaurer les règles démocratiques et l'ordre constitutionnel en Haïti : une condition préalable à la reprise économique. En effet, tout au long de l'histoire de l'humanité, l'indépendance socio-économique a toujours ouvert la voie à une souveraineté politique durable.

Mais il doit y avoir un ensemble de réponses tactiques et juridiques universellement acceptées à cette manifestation commune du génocide dans les Amériques. La genèse des gangs armés en Haïti remonte historiquement aux activités criminelles introduites sur cette île paradisiaque, au cours du dernier quart du 15e siècle, à Mole-Saint-Nicolas. En effet, lorsque Christophe Colomb débarque sur cette île, le 6 décembre 1492, il trouve un royaume dirigé par un cacique, ou chef indien Taino. Selon le récit des Européens, les Taïnos, ou Arawaks, étaient pacifiques. Pourtant, à la suite de l'arrivée des Européens, la population indigène a beaucoup souffert, jusqu'à sa quasi disparition. Ce qui constitue probablement le pire cas de « *dépeuplement* » des Amériques. Une réalité communément admise attribue la forte mortalité de cette colonie aux maladies européennes importées contre lesquelles les Indigènes n'étaient pas immunisés. Qu'est-ce que cela signifie exactement ? Seuls les scientifiques le savent. Une pléthore d'universitaires crédibles, d'Oxford à Harvard, Yale et l'Université d'Oklahoma, décrivent le génocide des Amériques. Certains se concentrent délibérément et spécifiquement sur le génocide à Hispaniola, de 1492 à 1513. Les estimations basses du nombre de victimes sont de l'ordre d'un million, et les estimations hautes portées à 8 millions. Malheureusement, jusqu'à 95 % de la population a disparu, au cours de ce processus.

En bref, les preuves continuent de montrer que les activités des gangs armés sont menées avec des armes importées et des techniques de déstabilisation trafiquées de manière incongrue et introduites par de puissants agents étrangers et leurs substituts, en vue de l'exploitation économique et géopolitique de l'île. L'assassinat humiliant du président de facto Jovenel Moïse en est un exemple frappant.

Pourtant, il faut faire une distinction entre un pays pauvre et un pays qui est « *forcé et conduit*» à la pauvreté. Ayiti a été contraint à la pauvreté par les mêmes forces extérieures qui ont envahi, asservi, trahi, torturé et tué les premiers habitants de cette terre : les Indigènes indiens. D'-Ayiti à Haïti, les Africains ont été kidnappés, séquestrés et transportés contre leur gré, selon un plan diabolique visant à remplacer les Taïnos décimés, dans le cas le plus flagrant de crimes contre l'humanité perpétrés dans le monde à l'époque.

Ainsi, dans une tentative ratée de dissimuler leurs crimes odieux contre l'humanité, les bandes armées de l'ère coloniale ont enlevé, séquestré et forcé des millions d'Africains à entreprendre le voyage transatlantique à sens unique vers l'esclavage brutal. Ce dernier représente le deuxième chapitre du schéma impliquant une série de crimes contre l'humanité perpétrés, sciemment et volontairement, contre diverses communautés indigènes, pendant de longs intervalles d'-occupation, donnant ainsi aux criminels suffisamment de temps pour réfléchir à la gravité de leurs actes. Cependant, les auteurs initiaux n'ont jamais changé de cap, même face à des fautes criminelles évidentes. Le schéma se poursuit, alternant d'une forme à l'autre, s'aggravant d'une puissance coloniale à l'autre, du 6 décembre 1492 à nos jours.

Avec raison, certains chercheurs affirment que les auteurs de génocide échappent presque toujours aux poursuites, parce qu'il est pratiquement toujours commis sur l'ordre et avec la complicité des personnes au pouvoir. Le génocide en Haïti ne fait pas exception à la règle.

En effet, ces perpétuels moteurs du chaos servent de maîtres sournois, d'entraîneurs et de protecteurs aux chefs de gangs armés qui parcourent aujourd'hui les rues de Port-au-Prince en toute impunité. En outre, selon les résultats préliminaires, la partie la plus inquiétante de ce cauchemar est l'implication profonde des politiciens haïtiens, des hommes d'affaires et de diplomates étrangers accrédités en Haïti.

Aujourd'hui, la motivation des activités liées aux gangs est différente, en Haïti. Les types de crimes sont différents. Les armes de choix également. L'attitude de la population est aussi différente. Tous les secteurs de la société sont touchés par la vague actuelle d'insécurité provoquée par les activités des bandes armées en Haïti. Le seul point commun avec les précédentes « *invasions de bandes armées* » est la participation perpétuelle d'acteurs étrangers et de leurs substituts qui facilitent et ferment les yeux sur ce cas manifeste de génocide toujours en cours.

En fait, alors que des gangs lourdement armés sillonnent les bidonvilles les plus notoires de la capitale haïtienne, tirant sur les gens dans leurs maisons, certains fonctionnaires du gouvernement sont devenus les principaux suspects d'une autre manifestation de ce génocide en cours, avec la complicité évidente de puissances étrangères agissant dans l'ombre.

Les liaisons dangereuses établies entre les bandes armées et des diplomates accrédités en Haïti constituent la force la plus déstabilisante dans une situation déjà explosive. Les actions de ces représentants étrangers et leurs propositions indécentes — motivées par la cupidité des entreprises, la corruption et le racisme — ont été ouvertement condamnées par des élus, des parlementaires et d'autres voix respectées dans leur propre pays. En d'autres termes, leur politique étrangère concernant Haïti, qui vise à servir les intérêts de quelques milliardaires politiquement connectés au nom de l' « *intérêt national* », a été démentie et rejetée par leurs propres compatriotes.

Il est important de souligner que l'Allemagne, membre du tristement célèbre CORE Group, en Haïti, a accepté, plus tôt, cette année, de payer 1,1 milliard d'euros (USD 1 304 459 710,58 $) à la Namibie, en compensation du génocide historique des Herero-Nama.

L'Allemagne pourrait-elle jouer un rôle clé en amenant d'autres puissances coloniales à régler le sort de leurs victimes dans les Amériques ? La réponse est un oui retentissant.

L'importance historique d'-une telle entreprise rehausserait le profil de l'Allemagne sur plusieurs fronts, en tant que puissance émergente, en Europe et au-delà. En effet, Haïti n'a rien à perdre à essayer la formule allemande. Toutes les puissances coloniales et leurs victimes doivent tenir compte d'un processus de guérison à double sens. Il n'y a pas de meilleur moment pour que l'Espagne, la France, l'Allemagne, les États-Unis et d'autres fassent preuve de compassion et se montrent à la hauteur de la

Suite en page 13

Proliferation of armed gang-related activities in Haiti: A genocide in progress

Par Jean-Robert Louis, Jr.

The global threat posed by the Covid-19 pandemic reveals the depth and breadth of our interconnectedness as a human species. Accordingly, the unchecked proliferation of armed gangs across the Metropolitan area of Port-au-Prince constitutes a hidden global security threat. Thus, in order to neutralize and reverse the catastrophic effects of these gang-related activities on the affected communities, it will likely require a comprehensive engagement with the core drivers of perpetual social mutations and deviances, observed and documented, on this turbulent island nation since December 6, 1492.

There is *genocide* in progress on the island of Haiti today. It has been going on for too long. It is pure evil. The gruesome and tortuous assassination of Jovenel Moïse, a sitting President, on July 7, 2021, embodies the various aspects, dimensions and facets of a perpetual genocide, concocted over half a millennium ago: a versatile tool of destabilization deployed and viciously exploited by the *drivers* of armed gang-related activities in Haiti.

We propose a policy-driven roadmap tailored specifically for restoring democratic rules and constitutional order in Haiti: a prerequisite to economic recovery. In fact, throughout the history of humankind, socioeconomic independence has always paved the way to lasting political sovereignty.

There must be a set of universally accepted tactical and legal responses to this common manifestation of genocide in the Americas[1]. The genesis of armed gangs in Haiti has historically been traced to criminal activities introduced on this paradisiac island during the last quarter of the 15th century, in Mole-Saint-Nicolas. Indeed, when Columbus landed on this island on December 6, 1492, he found a kingdom ruled by a cacique or Taïno Indian chief.

According to the Europeans' own account, the Taïnos or Arawaks were peaceful and non-violent. Yet following the arrival of Europeans, the indigenous population suffered greatly to near extinction, in possibly the worst case of "depopulation" in the Americas. A commonly accepted reality attributes the high mortality of this colony to European diseases to which the natives had no immunity. What does that mean exactly? Only the scientists know.

A plethora of credible academics, from Oxford to Harvard[2], Yale[3], and University of Oklahoma, describe the geno-

1 Reisman, W. (1996). Legal Responses to Genocide and Other Massive Violations of Human Rights. *Law and Contemporary Problems, 59* (4), 75-80.

2 Farmer, P. (1988). Blood, Sweat, and Baseballs: Haiti in the West Atlantic System, *Dialectical Anthropology*, Vol. 13, No. 1 (1988), pp. 83-99.

3 Madley B. (2017). *An American Genocide: The United States and the California Indian Catastrophe, 1846–1873*, New Haven: Yale University

Suite en page 13

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 5

Liban un passeport diplomatique allogène
Ou Mikati, Tarek Daher révise à la hausse ses critiques

Par Dan Albertini

Entre (), Justin Trudeau est élu pour la troisième fois PM, du Canada, ceci malgré l'infamie politique de François Legault. Quidam dit qu'il a perdu la confiance du peuple : lequel ? Fermons-les ().

Au moment de publier le texte intitulé : « Najib Azmi Mikati assume la primature à Beyrouth», le 17 septembre en cours, l'invitation avait déjà été envoyée à Tarek Daher. J'ai en outre attendu à la dernière minute en comprenant que, toute réponse lui imposerait un certain recul. *C'est fait* !

Voici la dynamique de l'invitation, avec sa réponse tellement édifiante, sans commentaire :

Salutations proche-orientales depuis Montréal, après l'assermentation d'un gouvernement libanais, le 10 du mois en cours, en l'occurrence avec le Premier ministre Najib Azmi Mikati.
Tarek, d'une part, vous aviez cru Sayyed Hassan Nasrallah, le plus capable pour un Liban gagnant tout en émettant des réserves, car la situation est délicate pour tout homme politique qui deviendrait responsable et imputable des actes de son gouvernement. Et, d'autre part, le nouveau PM et chef de gouvernement, Najib Azmi Mikati, est un ancien assermenté qui n'a pas réussi, peut-on dire, dans les circonstances, un homme réputé le plus riche du Liban, d'après certaines sources officielles, mais aussi, d'une fortune douteuse et accusée de corruption.
Comment ac"cueillez-vous ce nouveau Premier ministre, d'abord ? Et, le gouvernement installé finalement, après plus d'un an de négociations et d'échec ? C'est un fait, maintenant, en outre, à quel signe, d'après vous, pourrait-on considérer une réussite ou un échec ? Si échec : quels sont les signes prévisibles ? Si réussite quels sont les signes prévisibles ? Tout commentaire complémentaire est aussi bienvenu de votre part.

Daniel Bonjour,
Je vais essayer de donner un avis humblement sur les questions que vous avez posées. Comme je vous l'ai dit précédemment, et cela s'est confirmé, aucun gouvernement ne peut être formé, sans avoir, au préalable, reçu le feu vert de l'extérieur. Les décisions sont données aux différents acteurs politiques de ce pays et ils les exécutent sans questionnement.

L'actuel gouvernement, à mon avis, n'a pu être formé, que suite au discours du secrétaire général du Hizbollah où il a annoncé importer le mazout et l'essence d'Iran, ce qui a poussé les acteurs extérieurs à donner leur feu vert pour un gouvernement. Par force extérieure, je parle des pays suivants : États-Unis, France Iran, Arabie saoudite, Syrie.
Ce discours a impacté, à plus d'un titre, et a débloqué une situation qui risquait de s'éterniser.

Suite à ce discours, un certain nombre de décisions furent prises, qui vont à contre-courant :

L'ambassadrice américaine a téléphoné, le matin suivant le discours, au président Michel Aoun,

Le président du Liban Michel Aoun.

lui proposant d'approvisionner en courant le Liban via la Jordanie. Le gaz devant être approvisionné par l'Égypte. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que la Syrie est sous le coup du « *Caesar Act* », qui interdit tout commerce ou toute relation avec le régime syrien. Du coup, pour que cet apport en électricité se fasse, il faudrait que ce « *Caesar Act* » soit revu et remis en question. Chose qui apparemment s'est faite, ils en ont fait une exception.

Pour confirmer qu'il y a une exception, une délégation libanaise s'est dirigée, dans les deux jours suivants ce discours, pour discuter, d'une part, des relations bilatérales avec le régime syrien (chose qui ne s'est pas faite, ces 10 dernières années), et, d'autre part, pour savoir la position du régime syrien pour le passage de l'électricité en provenance de Jordanie vers le Liban. Pour ces deux questions, le régime syrien a donné une réponse favorable.

Trois semaines suivant ce discours, et quelques jours avant que la première cargaison de Mazout n'arrive au port de Banias, en Syrie, le gouvernement a vu le jour. On me dira que c'est une coïncidence, je répondrai par la négative. On voulait que l'annonce d'un gouvernement occulte la cargaison de Mazout.

Suite à ce discours, et suite aux déclarations de l'ambassadrice US, et suite à la formation du gouvernement, la livre libanaise a regagné de sa vigueur. Va-t-on savoir pourquoi ? Aucun signe économique tangible ne pourrait l'expliquer. On lie la livre au fait qu'il y a un gouvernement. Pour moi, c'est totalement hors de propos.

PS : Pour information
L'Électricité en provenance de Jordanie ne pourra se faire avant une période de six à huit mois, tout au moins, si pas plus, car il y a un besoin urgent de réhabiliter le réseau électrique de haute tension, d'une part, en Syrie, certains se trouvant peut-être sous contrôle rebelle, et, d'autre part, et cela est important que les accords entre les différents pays se mettent en place.

Au départ, l'ambassadrice US a annoncé que près de 400 MW seront acheminés *journellement* au Liban, la Jordanie, elle, ne pourra effectivement qu'approvisionner 250 MW, tout au plus, si et seulement si toutes les décisions régionales et internationales sont prises. À ce jour, rien n'est encore fait.

Une question va se poser : qui paiera cette facture du gaz en provenance de l'Égypte pour les centrales électriques jordanien-

Tarek Daher

nes, qui paiera la facture au gouvernement jordanien, en sachant que pas un seul appel d'offres n'a été fait ?

Pourquoi importer de l'électricité, quand on pourrait réhabiliter une des centrales électriques du Liban et qu'elle pourra donner le double de ce que nous recevrons ?

Pour dernière information, ce même type d'approvisionnement a été demandé par un des gouvernements libanais, en 2015, et a reçu une réponse négative des deux pays concernés, l'Égypte et la Jordanie, qui sont connues pour être des alliés aux Américains. Ceci veut dire que depuis bien longtemps, le Liban est en otage des décisions extérieures.
À la question pourrait-on considérer que le nouveau gouvernement est une réussite ou un échec, je répondrai tout dépend où l'on veut se mettre et de quelle façon est-on prêt à le voir. Ma réponse est la suivante : dès le moment où ce gouvernement a eu besoin d'un an pour se former, sur les bases confessionnelles et communautaires que l'on con-

Le Premier ministre du Liban, Najib Azni Mikati.

naît, ce gouvernement est un échec.

Dès le moment où un gouvernement d'un pays qui se dit souverain ne peut former un gouvernement, qu'après un accord préalable au niveau international, est un échec.

Dès le moment où un gouvernement est impossible à être formé par ses propres pairs, car attendant la bénédiction extérieure, ceci, pour moi, est un échec flagrant.

Dès le moment où le gouvernement est dirigé par un homme qui, par le passé, était Premier ministre, est reconnu comme faisant du cartel sunnite (Hariri, Siniora, Salam et Mikati), cette personne est, d'office, corrompue, donc, en aucun cas, nous ne pouvons lui faire confiance.

Dès le moment où les ministres du gouvernement de MIKATI ont été choisis par les chefs de file des partis actuels, donc d'office faisant partie des responsables corrompus, on ne peut que juger ce gouvernement comme un échec.

Que peut-on attendre de cet homme, Mikati, qui s'est permis de prendre possession de Liban poste, sans appel d'offres, sans faire appel à aucune concurrence, se l'approprier, du jour au lendemain, et d'imposer que tous les papiers administratifs se doivent d'être demandés via Liban poste. Et qui dit service, dit obligatoirement paiement. Il s'est créé une entreprise où ses clients seront obligatoirement la population libanaise. Même remplir une demande d'impôt pour le ministère des Finances est sous-traité par Liban Post. La liste est longue. Que dire alors de la compagnie des télécommunications qu'il possède.

PS : tout homme politique libanais actuel est corrompu :

Nabih Berry s'approprie des pans de terre du Liban Sud. Pas une entreprise ne peut s'ouvrir sans qu'ils soient impliqués dans les bénéfices de ces entreprises. On l'appelle par ailleurs Mr 51 %.

Joumblatt a la main mise sur la montagne Druze.

Derrière chaque banque du pays appartiennent à l'un ou à l'autre des hommes politiques. **BLOM** à Hariri, **JMT** à Nabih Berry, la liste est longue.

Les compagnies pharmaceutiques sont aux mains des politiciens.

Amine Gemayel a fait table rase d'une fortune devant servir à l'Armée libanaise.

Gibran Bassil et les projets du **METN.**

Derrière les compagnies qui fournissent de l'électricité alternative se trouvent des responsables politiques libanais.

La compagnie **SOLIDERE,** qui s'est appropriée illégalement le centre-ville de Beirut, appartient au consortium dont sont propriétaires Hariri, Siniora, Berry, Joumblatt.

Aucune preuve ne peut être apportée à l'encontre de ces gens-là, et pourtant ils ont une fortune considérable qui vient d'on ne sait où.

Chaque grand leader politique a son propre port.

Que peut-on, dès lors, attendre d'un homme corrompu ou de tous ces hommes politiques corrompus, sinon encore plus de corruption. Ce qui fait plus mal, je crois, c'est que la communauté internationale le sait et ne dit rien, au contraire elle applaudit à la formation de ce gouvernement corrompu. Ce gouvernement est simplement un leurre.

Ce gouvernement a été créé de force, il ne peut pas réussir, car il va y avoir une des différences de points de vue, qui vont émerger très rapidement. Il ne peut pas réussir, parce que tous ces hommes politiques corrompus n'ont aucun intérêt à ce qu'ils réussissent. Aucun ne tient à ce que le président Michel Aoun puisse réussir son mandat et celui-ci persiste et signe à rester au pouvoir. C'est un problème à double sens et presque insoluble à résoudre.

Le président Michel, dès son investiture, a demandé à faire des réformes fondamentales, à se battre contre la corruption ainsi qu'implémenter l'accord de TAEF. En aucun cas ce gouvernement ne pourra et ne voudra les faire, pour cela il faut une décision politique forte, qui vient

Suite en page 12

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Pwoblèm Ayiti debake Etazini, epi solisyon an pi mal pase pwoblèm nan !

Nouvèl la gaye tou patou : Plis pase trèz mil (13 000) refije debake ant jedi e vandredi nan *Del Rio*, youn ti vil nan eta Teksas, kote yo anpile youn sou lòt, anba youn pon, ap tann pou yo jwenn kote pou yo rete. Se pa youn ti jwèt, sitou lè laplipa refije yo se Ayisyen. Men administrasyon prezidan ameriken an, *Joseph « Joe » Biden*, di li pral depòte tout Ayisyen yo ann Ayiti, pandan l ap louvri 2 bra l pou resevwa refije peyi Afganistan. Jan prezidan ameriken an te di l la, depi nan dimanch, 3 avyn ameriken debake ak prè de 300 refijye nan aewopò Pòtoprens. Nan lendi se plis pase 400. Pandant toute semen nan, se pral un ale vini nèt al kole.

Alapapòt n ap di si sa vin rive kote l rive a se fòt bann vòlè ayisyen yo ki sanse ap dirije peyi a. Men tou bann sitirèz yo rele « *la communauté internationale* », ki fèmen je yo, fè kòmsi yo pa wè sa k ap pase a, responsab tou. Nan sitiyasyon an, se malere k ap sibi, k ap pèdi lavi yo pou dan ri.

Ban m esplike nou kijan bann refije sa yo ateri anba gwo pon *Del Rio* a. Sa pa gen anyen pou wè ak tranblemandtè 14 out la (dawou a). Ni siklòn ki te frape mounn yo 2 jou pita. Bliye afè prezidan yo te ansasinen nan dat 7 jiyè byen bonnè. Tou sa pa gen anyen pou wè ak refije *Del Rio* yo. Se pou n remonte jouk nan 12 janvye 2010, lè te gen gwo tranblemandtè ki te fè tout dega nou te tande yo. Lè sa a se plis pase 2 san mil (200 000) mounn yo di ki

Anpil refijye ayisen nan fwontyè etazini avèk peyi Meksik.

te mouri, san konte blese, epi plis pase youn milyon mounn te nan lari, kay yo kraze. Gen ladan yo ki te kouri kite zòn Pòtoprens la, retounen nan pwovens, andeyò kote yo te soti.

Lemonn antye te gen pitye pou Ayiti. Gwo konferans fèt nan Nasyon Zini, nan Nouyòk, nan dat 31 mas 2010 kote diferan nasyon te di konbyen yo pral debouse pou ede Akyiti. Nan jou 31 mas sa a, « *pledge* » yo, kivedi pwomès yo, te monte jouk 5 milya edmi. Etazini, pou kont li, te pwomèt youn milya edmi. Pita nou vin aprann ke, an total, yo te ranmase 10 milya dola (10 000 000 000.00 $). Nou pa janm konnen konbyen ki vrèman te janm debouse. Men jan nou wè l la, te gen ase lajan pou fè Ayiti tounnen youn peyi ki pa ret ak peyi. Enben sa k pase ?

Se *Bill Clinton*, ansyen prezidan ameriken an, ak *Jean Max Bellerive*, Premye minis ayisyen an, ki te anchaj sa yo te rele ann angle « *Interim Haiti Reconstruction Commission* » (IHRC), osnon « *Òganizasyon gouvènman anchaj pou mete Ayiti sou 2 pye l* »). Jouk jodi a n ap tann rapò sou konbyen lajan ki te pase nan men yo nan 10 milya yo te di ki te ranmase pou Ayiti a. Nad marinad ! Gen mounn ki di te gen plis pase 4 milya nan kòb la ki te debouse. Nou pa wè anyen ki fèt avèk gwo slogan yo a : « *Building Haiti back better !* » (« Rebati Ayiti pi anfòm toujou ! »).

Okontrè, jouk kounnye a, plis pase 11 zan depi tranblemandtè 2010 la, gen mounn ki anba tant toujou. Epi anpil lòt jwenn ti kay ki tankou joupa pou yo rete. Fò n pa bliye ke « Lakwa Wouj ameriken (*Red Cross*) te bati 6 ti kay, tandiske yo re ranmase 500 milyon (500 000 000,00 $) pou Ayiti.

Se depi lè sa a, youn bann jèn mounn laj 20 a 30 an, te deside yo pa gen okenn avni ann Ayiti. Nan fè zanmi ak solda Nasyon Zini , ki te vin nan peyi a avèk MINUSTHA, (Misyon pou etabli demokrasi nan peyi Dayiti), anpil nan jèn yo vin aprann ke peyi Brezil gen anpil travay kote yo te ka jwenn gwo debouche. La tou, yo te kòmanse al Brezil. Apa de Brezil, yo tande Chili, menm Ajantin, ka resevwa yo. Ayisyen debake nan tout peyi sa yo nan chache lavi miyò.

Y ap chache youn lòt paradi

Epi COVID-19 vin debake nan tout peyi sa yo. Sitiyasyon mangonmen nan ti paradi yo te konpran yo t ap jwenn nan. Se pa lanfè, men se pa paradi nonplis. Se konsa yo vin deside yo deja sou kontinan an, pa gen travèse lanmè, men dè milye de kilomèt pou rive nan bonjan paradi yo rele Etazini an. Epi depi w tande se

Bann Ayisyen enstale yo anba pon an ap rafrechi yo nan rivyè a, ambo gwo chale ki frape kote sa a.

kesyon refije ki bezwen vwayaje, gen youn ekip atoufè ki gen òganizasyon ke se metye yo pou yo «*fasilite* » yo vwayaje. Si lajan w kont, y ap ranje pou w rive nan pa pòt paradi Eta Zini an, soti jouk anba nan Lamerik di Sid, pase tout peyi nou konnen yo, rive sou Lamerik Santral, travèse Meksik, ki gen fwontyè kole ak Etazini, jiskaske yo rive *Del Rio*, kote gwo eskandal la pete semèn pase a, jouk lemonn antye vin okouran.

Nan pase nan rak bwa, travèse gwo rivyè, pase menm nan zòn ki dezè, se pa tout ki rive, anpil peri nan wout. Petèt youn jou nou ka konnen konbyen ladan yo ki te mouri anwout pandan yo te pral nan paradi sou latè yo rele Etazini an. Konnen yo pa konnen !

Antouka, men kijan Ayisyen ap fè pale de yo toupatou, toujou lè se gwo katastwòf. Men kounnye a, jwèt la mele toutbon. Etazini, k ap louvri bra l pou l akeyi youn bann refije ki soti jouk nan peyi Afganistan, lòtbò latè, kote yo sot fè lagè diran 20 lane, pa dispoze resevwa Ayisyen, ki sot tou pre lakay yo la a, anba bouch yo. Nan kòmansman semèn sa a, y ap depòte Ayisyen nan kantite avyon ki mobilize pou sa. Ameriken ap mennen refije Ayisyen yo tounen nan lanfè Ayiti a.

Amerikiken santi yo dwe mounn Afganistan yo youn dèt, paske se yo menm Ameriken ki responsab anpil nan yo ki te travay ak Ameriken pandan lagè 20 lane a. Epi chèf Taliban yo ranje pou pran revanj kont sa yo ki te kolabore ak Ameriken. Kivedi Ameriken gen movèz konsyans nan kesyon Afganistan an. Donk, de youn fason, prezidan *Biden* ap bat pou repare sa l ka repare, apre tout dega yo fin fè nan peyi sa a, jouk ann Azi.

Men Ameriken gen anpil responsablite nan sitiyasyon Ayiti a

Si m ta di nou ke Ameriken gen anpil responsablite nan sitiyasyon Ayiti ye jodi a, ki fè sitwayen Ayisyen pa ka ret lakay yo, gen mounn ki ka di mwen egzajere. Ban m eksplike pou nou. Depi Ayiti deklare endepandans li, Etazini pa t kontan ditou, menm lè zansèt nou yo te kwape Blan franse ann Ayiti, yo t oblije vann Lalwizyàn bay Ameriken pou youn ti 15 milyon dola (15 000 000.00 $). Olye yo ta di Ayiti mèsi, yo koupe fache ak peyi a. Se jouk nan lane 1862, 58 lane apre premye janvye 1804, Etazini, sou kontwòl prezidan *Abraham Lincoln*, te rekonnèt endepandans Ayiti. Se lè sa a yo te vin tabli youn misyon diplomtik nan Pò-

Suite en page 14

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DE BROSSE & STUDLEY, LLP
Richard A. De Brosse
Attorney at Law
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432
Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187
rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Cidihca Adm
Découvrez la dernière parution des Éditions du CIDIHCA
HAÏTI

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

the United States, and the other to expel thousands of would-be Haitian refugees to their country, only 800 miles from the shores of Florida. With no welcome mat for them, the Haitians had congregated under a bridge in Del Rio, Texas, among some 15,000 would-be refugees from countries south of the U.S. border.

Based on reporting of *Daily Signal.com*, on September 7, *"it was not clear how many Afghan refugees arrived recently in the United States, although they will stay at military bases as they undergo immigration proceedings,"* said a senior Biden administration official at a press conference. But already there were *"around 20,000 Afghan refugees staying at eight military bases,"* said U.S. Army General Mark Miley, chairman of the Joint Chiefs of staff," that same Wednesday.

Meanwhile, according to the reportage, *"the Biden administration warned nine nonprofit organizations contracted with the State Department that work with refugees, to prepare . . . for up to 50,000 Afghans to arrive in the U.S. without visas and in need of resettlement."* Credit was given to the Wall Street Journal for that last information.

Now turning to the Haitian case, as of Sunday, September 19, three flights from San Antonio, Texas landed at the Toussaint Louverture International Airport, in Port-au-Prince, with a total of 435 Haitian refugees. And the Haitian authorities are quoted to say that on Tuesday – that was yesterday—, six more flights would arrive. At the rate of 145 passengers per flight that would be about 870 more, thus reaching 1,305 expelled in two days. The plan is for 6 flights a day, both to the Port-au-Prince airport and to the other international airport in Cap-Haitian.

In an AP press dispatch, September 20, datelined Del Rio, Texas, under a quadruple byline (Juan A. Lozano, Eric Gay, Elliot Spagat, and Evens Sanon), it's said that the action against the Haitians *"is a massive show of force that signaled the beginning of what could be one of America's swiftest, large-scale expulsions of migrants or refugees in decades."*

Not only the expulsions, but the rounding up of many of the Haitian refugees is most humiliating. Here are Texas mounted police on horses, with ropes in a lasso roping their victims to be taken back to their country, reminiscent of slavery times when human beings were treated like animals.

While human rights organizations and several political personalities have raised their voices to condemn the mistreatment of the Haitians by the Biden administration, Ariel Henry, the Haitian Prime Minister, is supportive of the decision of the Americans, no doubt thinking that he better be somewhat docile, not to anger Washington. After all, he doesn't want to be deserted, while having a slippery hold on power.

Probably reacting to negative comments about his stance on the situation of the refugees, Dr. Henry released a video Sunday evening, September 19, in which he pledged to assist the expelled Haitians. Forget that he has not been able to do what a government should do for the victims of the August 14 earthquake, with some communities still in a lurch.

According to a *Reuters* dispatch Sunday, from Port-au-Prince, by Robenson Sanson and Gessika Thomas, the Prime Minister is quoted saying: *"It's with great sorrow that we watch on social media, through television and listen on the radio the tribulations of our brothers and sisters at the border of Mexico and the United States."* He goes on to plead with Haitians to work together to build a better future where we *"can live well in our country without having to suffer these forms of shame."*

On that score, the Prime Minister should be reminded that bad governance by corrupt Haitian leaders who enjoy impunity, while robbing the country blind has led to this humiliating situation with our compatriots ending under a bridge in a Texas town and being roped like animals before being shipped like cargo to the hellish place from which they had fled. Yet the multimillionaire former President Michel Joseph Martelly, self-styled "Legal Bandit," his former Prime Minister Laurent Salvador Lamothe, and former First Lady Martine Moïse are preparing to assume power again to continue their depredation.

In that light, I refer the readers to the article I wrote for *The New York Sun*, which appeared Sunday, September 19, and is reproduced in this issue of the paper. (See page 1.)

At Haiti's Embassy in Washington, millions are diverted

After I cleaned up the financial mess, I found at the Embassy of Haiti in Washington, in April 2004, when I was called to take charge of the country's diplomatic mission in the U.S., a situation worse than before is causing an explosion, which could cause the downfall of Bocchit Edmond, the current ambassador.

Jimmy "Barbecue" Chérizier talking tough in Cine Soleil.

It happened a week ago, on Wednesday, September 15, at the Embassy in Washington, on Massachusetts Avenue, nicknamed "Embassy Row." Ambassador Edmond insulted the Director General of the Foreign Affairs Ministry, who arrived from Port-au-Prince, ostensibly on an investigative mission. "If the Director General, Sam Beausoleil, "was not a cool guy," a witness confides, "there would have been blows." The ambassador refuses to cooperate with an apparent witch hunt.

As previously reported, the head of the Consulate, Gélorme Juste, was summarily dismissed last month when U.S. federal officials tipped off officials in Haiti about their discovery of an operation whereby large packages containing demands for passport renewal, with cash money inside, were going to addresses other than that of the Embassy. Suspicious of the contents, DHL, the international carrier, scanned the packages. Whereupon the Feds –FBI and Homeland Security agents were apprised of the situation. The operation, it was found out, was the doing of Mr. Juste, probably in cahoots with other officials and employees, to siphon off funds from the passport unit. By the way, it has learned that the fired Gélorme Juste, a cousin of Foreign Minister Claude Joseph, was transferred to the Haitian Embassy in Santo Domingo, one of the missions involved in diverting mail from the Washington Embassy. However, de facto Prime Ariel Henry vetoed the nomination.

As it is, since the days when President Jean-Bertrand Aristide was in exile in Washington (1992-1994) and his base was at the Embassy, recognized as he was internationally as Haiti's president, passports of Haitian citizens abroad, even of those living next door to Haiti, in the Dominican Republic, are issued from Washington. The passport unit was like the piggy bank of the president and of those to whom he relegated power.

When I took over at the Embassy in 2004, I found that much of the funds were diverted to other purposes, instead of going to State coffers. A simple example: Only $60,000.00, monthly, was transferred to the Ministry of Finance from the passport unit. On my second month in office, I transferred $250,000.00, and more than $2.5 million in the first year. For 2009, the last full year I was in charge, more than $5 million went into State coffers. Considering the cost of passports, now almost doubled that of 10 years ago, and the increased traveling population, the passport unit should generate between $9 and $10 million annually.

As soon as Michel Martelly took the helm as Haiti's president in 2011, they returned to the same practices, with passport money being used by the president and his ilk for personal business, especially when they traveled to the U.S. Thus, it has learned that when Ambassador Edmond was asked recently to give $3 million to former First Lady Martine Moïse, he asked for a written request. However, who calls to upbraid him and tell him he needs no such written request? Laurent Lamothe, the behind-the-scene power broker, "Advi sor-in-Chief" to Martine Moïse! Lamothe is so powerful that he can even order certain gangs to do his bidding, even at a distance, as he recently did in the case of a woman friend from New York, who was being held by gangs in Port-au-Prince! What gallantry!

***Gang leader Jimmy "Barbecue" Chérisier campaigning openly in a bid for full power.** With his latest video, the leader of the "Federated Gangs," with his flagship unit "G9 Family and Allies." is seen visiting the sick and the downtrodden in *Cité Soleil*, the largest shantytown in Port-au-Prince. His heavy gun in evidence, he's talking to the camera, and showing an old man, who's living in wretched conditions. He asks him why doesn't he go to the hospital to take care of his sores. The poor man mumbles and Barbecue answers for him: "There's no money for people like you. There's no hospital for people like you."

And he turns around to an adoring crowd taking it all in. He adds, "Look at the neighborhood," muddy water covering his high shoes, and says, "That's how we're treated. We'll show them."

He's going to change the situation created by the bigwigs, "those oligarchs and politicians who keep you in this situation." Angrily, he says, "They call us gangs because we want to help change your situation." Anyway, time is coming when the order will be issued for the downtrodden "to use the weapons you'll be given to go after those who have kept you down for so long."

As the headline of the Creole column **GRENN POWNMEN,** two weeks ago, read, ***"Si kesyon gang nan pa regle, anyen pa p regle!"*** (If this gang business isn't dealt with, nothing else can be done –[in Haiti!])

RAJ
22 September 2021
raljo31@yahoo.com

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 8

Haiti Cries Out: Where Is President Biden, as My Countrymen Swelter Under a Bridge in Texas?

By RAYMOND JOSEPH,

Special to the Sun | September 19, 2021

74

Haiti is again in the news, negatively of course — the country makes it into the news cycle only when there's a catastrophe. This time Haiti's problem has reached the United States with thousands of Haitian refugees packed under a bridge in Del Rio, Texas, after a long trek from countries as far as away as Brazil, Chile, even Argentina.

Certainly, they are not the victims of the earthquake of August 14 that devastated Haiti's Greater South, killing more than 2,000 and making more than 50,000 homeless. The economic damage is yet to be determined. Nor are they running from the hurricane that, two days after the earthquake, drenched the homeless. Nor is their flight related to the assassination of the de facto president, Jovenel Moïse, in the bedroom of his private residence in an upscale neighborhood, in the wee hours of July 7.

These are refugees of the January 12, 2010 earthquake that reportedly caused more than 200,000 deaths in Haiti's capital of Port-au-Prince and surroundings, making more than one million homeless, with economic damages into the billions. Though that earthquake had hit a fifth of the landmass, it had caused damages of more than 80% to the economy, the authorities had said.

The whole world rallied to Haiti's support, and in a United Nations conference on March 31, 2010, pledges of $5.3 billion for that year and 2011 were made, with America pledging $1.5 billion. Eventually, it was reported that almost $10 billion had been raised from 130 countries with the hope of contributing toward a better future for Haiti.

Whatever happened to that money that was meant to "build Haiti back better," according to the slogan of the "Interim Haiti Reconstruction Commission," which was headed by former President Bill Clinton and Haiti's prime minister at the time, Jean-Max Bellerive? There has not been any accounting.

There are still people living in tents — 11 years later. No wonder young persons in their 20s and 30s, facing a bleak future in Haiti, decided to leave in search of a better life. Brazil, which needed workers for a growing economy, was first to open

its doors to Haitian refugees of the 2010 earthquake. Then, to a lesser extent, Chile and Argentina.

Haitians were settling in their new environments until COVID-19 disrupted the economies of the South American countries. They began their trek to the ultimate El Dorado, the United States. With the help of sharpies who prey on those seeking a new paradise, thousands undertook the trip north, especially since they thought that the Biden administration would be more lenient than the previous administration.

Now it is being reported that the United States will begin flying the Haitian refugees back home, returning them to the place from which they fled but which has become far worse than before. This will create a crisis of of unimaginable proportions in a country already reeling from its disasters.

I blame the international community and the Haitian leadership for this state of affairs. Since February 29, 2004, when President Jean-Bertrand Aristide was overthrown for, among other things, initiating the establishment of gangs, called chimères, to hold to power, the United Nations Stabilization Mission in Haiti has been in Haiti for 13 years.

Two lesser missions took the relay, including, currently, the United Nations Integrated Bureau in Haiti, known as BINUH. Under their watch, the Haitian authorities carried out the $4.2 billion heist of the PetroCaribe Fund and the gangs were reestablished by the president who styles himself a "Legal Bandit," Michel Martelly.

Mr. Martelly was helped by his prime minister, Laurent Lamothe, who initially armed the gangs that have become a cancer on the country. The assassinated president, Javenal Moise, gave the "Federated Gangs" official recognition. Meanwhile, Haiti's former presidents and prime ministers, living in the Dominican Republic, like Jean-Max Bellerive, or in Florida, like Michel Martelly and Laurent Lamothe, hope to return to power.

Such are the causes for Haitian refugees under a bridge in Del Rio, Texas. They are putting the Biden administration in the delicate position of being heartless toward refugees while thousands of Afghans are being welcomed. It's a default on moral debts to Haiti going back to the days of Thomas Jefferson.

_____

Ambassador Joseph, former envoy of Haiti in Washington, is a contributing editor of The New York Sun.

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 9

LA POLICE HAÏTIENNE TOUJOURS INCAPABLE FACE AUX GANGS ARMÉS

400 Mawozo se déclare maître de Croix des Bouquets
L'encerclement de Port-au-Prince continue...

Suite de la page 1

leurs portes, à partir de lundi 20 septembre. Effectivement, le trafic automobile et les activités des piétons n'ont pas connu leur affluence normale. Mais les bandits n'ont pas mis à exécution leur promesse. Il faut demander s'ils avaient décidé de chômer, à l'occasion de l'anniversaire de naissance du père de la patrie, l'empereur Jean Jacques Dessalines ?

Mais, les habitants de la commune de Croix-des-Bouquets vivent constamment dans la peur, en raison de plusieurs kidnappings enregistrés dans la zone, et l'assassinat d'un chef d'entreprise, à Santo, précédé de celui d'un chef de gang rival, à l'entrée de cette commune, il y a à peine deux semaines.

Les bandits sèment la panique à Croix des Bouquets

Depuis plusieurs semaines, la peur s'est intensifiée, au sein de cette communauté dont les résidents, trop souvent victimes d'attaques de toutes sortes, menées par le groupe 400 Mawozo, dont le chef a pour nom « *Lanmò San Jou* », ne savent à quel moment ces bandits vont frapper. C'est précisément ce qui est arrivé, mardi (21 septembre), quand ce groupe a lancé ses hommes dans des attaques, sans crier gare.

Cette dernière attaque de cette société de bandits a pris la forme d'incendie de véhicules en stationnement dans les rues. Les habitants de Croix-des-Bouquets, qui ignoraient les motifs de cet assaut, ne savaient à quoi s'attendre. Avec plusieurs véhicules en flamme et la fumée se propageant dans l'air, un climat apocalyptique enveloppait la ville, les habitants s'attendaient vraiment au pire.

Toutefois, les bandits ont mis fin à leur opération, une fois atteint leur objectif, resté inconnu. On ignore combien de véhicules ont été détruits par ces incendies, qui ont été délibérément allumé. Il faut signaler que la Police a brillé par son absence, alors que les citoyens se croyaient en droit d'attendre une intervention des forces de l'ordre, surtout que l'attaque des hommes de 400 Mawozo a duré plus d'une heure.

La Route numéro 8 à la merci de 400 Mawozo

Si les autorités du pays affichent leur nonchalance par rapport à la nécessité de résoudre le problème des gangs armés, ils méconnaissent tout à fait l'impact du mouvement des criminels sur

Jimmy Chérizier, dit Barbecue, le chef du G-9 en famille et allié.

l'évolution sereine et progressiste des activités commerciales, en général, celles liées au transport en particulier.

En effet, la guerre des gangs dans les régions sud de la capitale, à Martissant, Carrefour, Cres-

Izo, le chef de gang de Village de Dieu.

sier, etc entraînant le blocage de la Route nationale numéro 2, paralyse le commerce dans le Grand Sud et une partie du département de l'Ouest. Désormais, le va-et-vient entre la capitale et les régions de ces départements ne se fait plus normalement. Ceux qui prennent le risque de traverser ces régions du sud de la capitale ne peuvent prévoir à quoi s'attendre, quel moment les bandits vont frapper, ni quand il faut se garder de s'aventurer sur cette voie.

Avec 400 Mawozo contrôlant toute la zone de Croix-des-Bouquets, les déplacements vers le Plateau Central et les régions situées tout le long de la Nationale numéro 8, jusqu'à la frontière haïtiano-dominicaine, à Malpasse, sont à la merci de ces gangs. Autant dire, les trafics commerciaux, touristiques et privés, singulièrement, à destination de la République voisine, et vice versa, s'effectue au gré de ces criminels, qui imposent leur loi.

En raison de cette situation, les opérateurs d'autobus assurant le transport de passagers, à destination de Santo Domingo ou de Port-au-Prince, doivent prendre des dispositions pour éviter que leurs véhicules et les passagers ne soient pris en otages contre rançon. À cet égard, les deux grandes compagnies de transport de passagers assurant ce trajet, «*Coach Line* » et « *Caribe Tour* », versent des primes de protection au 400 Mawozo. De même que les opérateurs mineurs transportant parallèlement des passagers aux capitales des deux pays.

Le circuit importation de marchandises, surtout de la République dominicaine, utilisant le port d'entrée de Malpasse, à destination de Port-au-Prince, alimente un trafic intense sur la Route nationale numéro 8. Quand on sait que l'Administration douanière subit un manque à gagner d'au moins USD 300 millions $, rien qu'au port de Malpasse, en termes de taxes non collectées, en raison de la contrebande, on peut se faire une idée de l'importance de ce circuit, et pourquoi il est important de protéger les camions qui transportent ces marchandises.

Des sources proches de l'Administration des douanes haïtiennes ont fait savoir que les commerçants proches du pouvoir, qui bénéficient de franchise douanière, versent une partie des bénéfices réalisés sur le non-paiement de taxes (ou très peu) à l'État, aux gangs armés 400 Mawoso, sous la rubrique « *protection* ».

Manifestement, l'étau se resserre autour de Port-au-Prince. Au fur et à mesure que l'action des gangs armés fait se rapprocher le jour où ces derniers déci-

Ti-Lapli, le chef du gang de Gran Ravin.

deront qu'il est temps de mener l'ultime affrontement contre la Police ce jour fatidique peut arriver à tout instant. Surtout que, à part des offensives limitées lancées contre des chefs de gang indépendants, par les forces de l'ordre, toutes les attaques initiées par celles-ci dans les fiefs de gros bandits se sont soldées par des échecs cuisants des policiers déployés. Par exemple, la descente, le 12 mars de cette année, d'une brigade policière appuyée par des véhicules blindés, à Village de Dieu, s'était soldée par, au moins quatre policiers tués et six autres capturés. De même, des policiers n'ont pas eu le dessus lors des affrontements contre les gangs de Gran Ravin et de Ti-Bwa.

Après les divers revers essuyés par les policiers lancés contre les criminels armés, ils doivent avoir un complexe par rapport à ces derniers, un état d'âme qui rend extrêmement difficile aux forces de la PNH de lancer une offensive totale visant à mettre les bandits hors d'état de nuire.

Il faut se demander si dans l'état actuel de la Police nationale, il lui sera possible de se défendre, voire assurer la survie de la capitale, face à une attaque conjointe des bandits déployés dans les différentes zones de la capitale ? Selon toute vraisemblance, tel est l'ultime objectif des créateurs des gangs armés, Michel Martelly, Laurent Salvador Lamothe, Jovenel Moïse et consorts. Il est possible que ce soit trop tard pour épargner le pays un tel destin, de conjurer ce grave danger.

L.J.

NE PERMETTEZ PAS QUE LES IMPÔTS OU LES FRAIS DE RÉPARATION VOUS SÉPARENT DE VOTRE PROPRIÉTÉ.

Si vous avez une dette fiscale immobilière, relative à une réparation d'urgence ou d'autres charges liées à une propriété immobilière, il est possible que la Ville de New York vende son droit de rétention.

Personne âgée, handicapée, vétéran propriétaire de maison et organisations à but non lucratif : Votre propriété peut être qualifiée pour une exemption l'excluant de la liste des privilèges. Mais vous devez en faire la demande.

Appelez le 311 pour faire une demande ou pour savoir si votre propriété figure sur la liste des ventes avec privilège. Vous pouvez également rechercher votre propriété sur le site nyc.gov./liensale.

Ne tardez pas. Répondez aujourd'hui !

NYC | **Department of Finance** Sherif Soliman Commissioner | **Department of Housing Preservation and Development** Louise Carroll Commissioner

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 10

ÉDITORIAL

La politique américaine à l'égard d'Haïti basée sur le chantage

Quand les États-Unis chouchoutent un chef d'État haïtien ou se montrent trop indulgent envers lui, les citoyens doivent s'en méfier. Car cela veut dire que celui qui a prêté serment de respecter et de faire respecter les lois et la Constitution du pays, en sus des intérêts supérieurs de la nation, fait preuve d'une complaisance crasse vis-à-vis du grand voisin, se courbant jusqu'à terre pour satisfaire ses intérêts. Ayant, en théorie, ouvert la voie à la présidence à celui qu'il a élu, souvent dans de mauvaises conditions, le peuple haïtien a pour devoir de sanctionner un tel leader, qu'il soit logé au Palais national ou à la Primature.

À la lumière des scènes révoltantes d'arrivée de plus de 13 000 réfugiés haïtiens, à la petite ville américaine de Del Rio, au Texas, la semaine dernière, qui ont trouvé abri sous un pont, avant d'être récupérés et incarcérés dans des conditions les plus inhumaines, par les dirigeants américains, puis expulsés sans délai sur Haïti, il faut s'interroger, quant au rôle que s'est attribué le leader du pays, bien que de facto, dans cette décision.

Un fait certain, le déferlement, à des heures d'intervalle, de plus de 13 000 Haïtiens, sur cette petite communauté du Sud des États-Unis, a mis l'administration Biden sur les dents, obligée de gérer une crise qui a surgi subitement. Mais cela ne justifie pas pour autant la manière dont ont été traités ces réfugiés durant leur bref séjour sous le contrôle des dirigeants politiques, judiciaires et policières des États-Unis. Dans la mesure où il a aussi fallu l'intervention du Premier ministre de facto, chef de l'Exécutif monocéphale, aux commandes, en Haïti, dans cette crise, il faut lui imputer les péripéties qu'ont endurées les réfugiés déversés, comme du bétail, à l'aéroport international Toussaint Louverture, à Port-au-Prince.

Il est rapporté que l'ambassadeur américain a rencontré Ariel Henry pour une discussion autour de cette crise, histoire de lui proposer la signature d'un document exprimant son accord à l'expulsion des migrants vers Haïti. Il semble que M. Henry ait signé le formulaire en question, sans poser de questions relatives au protocole des opérations de rapatriement, ni dans quelles conditions elles se feraient. Il y a tout lieu de croire que cette rencontre avait simplement pour objectif d'obtenir la signature du chef de facto de l'Exécutif monocéphale. Ni plus, ni moins ! Libre donc aux Américains de traiter les migrants comme ils veulent. C'est ce qu'ont montré les photos et les vidéos.

Plus de 300 réfugiés ont été embarqués dans trois avions dimanche dernier, qui les ont conduits à la capitale haïtienne. Des témoignages de ces derniers pris sur le vif, par des journalistes, en Haïti, font état de traitements inhumains dont ils ont été l'objet, au bout d'une longue traversée, de leur point de départ, jusqu'à destination, et qui a duré environ deux mois. Les migrants rapatriés affirment avoir été gardés en prison, sans nourriture, pendant au moins quatre jours. Un d'entre eux a déclaré avoir été dépouillé des vêtements qu'il transportait, en sus d'avoir passé environ six jours sans se laver ou se brosser les dents. Selon le témoignage de ces immigrants, ils n'avaient « *pas de problème* » au Chili où ils vivaient « *bien*», excepté que l'octroi de document d'immigrant dans ce pays reste problématique, les autorités chiliennes n'accordant la résidence qu'à ceux qui ont un emploi. Unique raison, ont précisé ces personnes, qui les a déterminés à mettre le cap sur les États-Unis.

Les réfugiés haïtiens, qui sont retournés à leur pays n'ont pas caché leur déception des dirigeants des États-Unis, pays, disent-ils, qui passe pour le bastion de la démocratie et où le respect des droits est, en principe, sacré. Pourtant, ont-ils encore souligné, c'est là où sont bafoués leurs droits. Ils sont maltraités par les agents de la Brigade frontalière, en sus de s'entendre lancer des propos hostiles et peu flatteurs. Et l'administration Biden promet une investigation.

Si d'aucuns estiment de bon droit de taxer les révélations sur les traitements inhumains qu'ils ont reçus d'« *exagérations* », les images de telles scènes ont porté une officielle américaine à voir les choses différemment. Jen Psaki, porte-parole de la Maison-Blanche qualifie d' « *horribles* » les photos des agents américains, à cheval, poursuivant les Haïtiens, quelle a vues. Questionnée lors d'un point de presse sur cette situation, Mme Psaki a précisé : «*Je ne pense pas que quiconque voyant cette séquence puisse penser que c'était acceptable ou appropriée* ».

Après coup, sans doute réagissant aux critiques, le Premier ministre de facto a mis en circulation une vidéo, dimanche soir, disant, entre autres » qu'il est *« offensé de voir sur les réseaux sociaux et d'entendre à la radio les traitements infligés »* aux Haïtiens. Bien longtemps avant lui, le représentant Bernie G. Thompson, démocrate du Mississippi, président de la Commission Sécurité intérieure de la Chambre des représentants s'était-il prononcé sur la situation, tenant ces propos : « *Les vidéos et les photos en provenance de Del Rio montrant les mauvais traitements infligés aux immigrants haïtiens, par les agents de la Patrouille frontalière U.S., le long de la frontière, sont horribles et inquiétants* ».

C'est que le Premier ministre se trouve sur des charbons ardents, car comme d'autres dirigeants, avant lui, ces derniers savent qu'il a des cadavres dans le placard. Ministre, sous Michel Martelly, il effectuait des détournements de fonds au profit de ce dernier et de la première dame, Sophia Saint-Rémy, qui n'hésitait pas à venir récupérer personnellement le magot, qui était extrait de la banque avant d'en faire la conversion en devises. D'aucuns pourraient bien se demander comment un homme, qui s'est vendu à ce point à Martelly, a pu devenir chef de la Primature ? La réponse est simple, «*qui se ressemble s'assemble* ». C'est la réalité politique post-Duvalier.

En effet, de Jean-Bertrand Aristide, à Jovenel Moïse, y compris Ariel Henry, les hommes au pouvoir scrutent le paysage politique à la recherche d'hommes et de femmes du même acabit qu'eux pour les succéder. C'était le cas pour Aristide, par rapport à René Préval, afin que ce dernier lui retourne l'ascenseur. Des élections dirigées par l'homme de Marmelade ramenèrent le prêtre défroqué au Palais national. Avec un lot de squelettes dans son placard, sous formes de détournements de fonds, de trafic de drogue et d'assassinat d'État, il fut contraint à la démission avant de partir pour l'exil, d'abord, en République centre-africaine, puis à la Jamaïque et, en fin de compte, en Afrique du Sud.

Retourné au pouvoir, lors du scrutin organisé par le gouvernement intérimaire Alexandre-Latortue, René Préval, dont on disait qu'il avait les «*mains pures* », s'est révélé un «*expert*» en contrat de gré à gré, surtout avec la SOGENER. Est-il possible de lui demander, à lui ou à Élizabeth Desbrosses-Delatour, ce qu'il a retiré de cet accord ? En tout cas, au moment où il s'apprêtait à faire une passe courte à Jude Célestin, son dauphin, le Département d'État, en la personne d'Hillary Clinton (secrétaire d'État), décida autrement. Celle-ci infligea un coup fourré au peuple haïtien avec la présidence octroyée à Michel Martelly, plutôt qu'à Mirlande Manigat.

À la faveur de l'avènement de Martelly au timon des affaires, une nouvelle génération de politiciens a pris le contrôle du Palais national, s'ingéniant à gérer différemment le pouvoir. En étroite collaboration avec les forces politico-diplomatiques exogènes, les nouveaux tenants du pouvoir ont su trouver la formule heureuse pour composer avec celles-là. Ainsi, le choix du président musicien pour le succéder a-t-il été approuvé haut la main. D'où, critiques favorables de la candidature à la présidence de Jovenel Moïse, à Washington. Et le PHTK s'est déclaré en possession du Palais national durant les cinq prochaines décades.

Les observateurs restent pantois jusqu'à date, ne sachant comment expliquer le maintien du PHTK au pouvoir, en la personne du Dr Ariel Henry, après l'assassinat de Jovenel Moïse, qui n'avait plus de légitimité pour rester au pouvoir, son mandat ayant pris fin le 7 février 2021.

À l'analyse, presque tous les hommes, qui sont arrivés au pouvoir, au Palais national ainsi qu'à la Primature, font des affaires de la République le cadet de leur souci. Il est donc aisé de comprendre pourquoi le Premier ministre de facto n'a cure des intérêts de la République, et se fait très peu de souci du sort des réfugiés haïtiens. Tous ces hommes, à la haute magistrature de l'État, se comportent en chiens couchants par rapport à Washington, s'ingéniant, en tout temps, à défendre les intérêts américains, au détriment de ceux du peuple haïtien. Il est donc temps de doter les institutions de l'État d'hommes et de femmes intègres, compétents, respectueux des biens publics, aimant viscéralement leur pays, et prêts à se sacrifier pour lui en toutes circonstances. Des leaders non vulnérables aux chantages diplomatiques, armes dont se dotent certains pays pour imposer leur volonté dans les relations internationales.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Bois de Chêne
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 2234-0765

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis-Jacques
C.P. 60 Succ. B
Montréal H3B 3C7
Tél. (514) 933-8160

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. Prévoyez deux semaines pour la livraison. Jean Claude Vabron
13 bis Avenue Hoche, Apt. 11
F-75010 Paris Tél. (33 1) 43 87 38 10

ÉTAT-UNIS
1 an (52 nos)
— 140.00 $ US pour six (6) mois
— 90.00 $ US pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
— 550.00 FF pour six (6) mois
— 1005.00 FF pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1 an (52 nos)
— 175.00 US pour six (6) mois
— 310.00 US pour un (1) an

EUROPE
— 75 EUROS pour six (6) mois
— 125 EUROS pour un (1) an
Ajouter pour la poste aérienne

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Postal Country/Pays
Les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 11

EDITORIAL

U.S. policy toward Haiti based on blackmail

When the U.S. pampers a Haitian Head of State, or is too lenient with him, the citizens should be on guard. For this means that the one who has sworn to respect the Constitution and enforce the laws of the land, in addition to defending the interests of the nation, has already shown a crass complacency towards the powerful northern neighbor, even bending to the ground to satisfy the interests of the Big Boss. In theory, the people opened the way to the presidency by their vote, though in bad conditions most of the time. Thus, they have the duty to sanction any wayward leader, whether president or prime minister.

In light of the revolting scenes of the arrival, last week, of more than 13,000 Haitian refugees in the small American town of Del Rio, Texas, finding themselves under a bridge, before being scooped up, incarcerated in the most inhumane conditions by the American authorities, then hurriedly expelled to Haiti, one must wonder about the role played in this decision by the Haitian de facto leader.

That more than 13,000 Haitians flooded this small community on the U.S. southern border has put the Biden administration on edge and forced it to deal with the sudden crisis. Yet, that doesn't justify the manner in which these refugees were treated during their brief stay under the control of U.S. political, judicial and police authorities. As it is, the de facto Haitian Prime Minister, sole chief in the constitutionally mandated two-headed executive branch, had to intervene in the question. His decision weighed in in the action taken about the refugees who were dumped like cattle at the Toussaint Louverture International Airport in Port-au-Prince.

Reportedly, the U.S. ambassador met with Ariel Henry to discuss the crisis and to propose that he sign a document expressing his agreement to the deportation of the migrants to Haiti. Apparently, Mr. Henry signed the form in question, without asking any questions regarding the protocol of the repatriation operations and under what conditions they would be carried out. Obviously, the meeting with the top American diplomat in Port-au-Prince had only one goal, the signing of the document. No more, no less! On that basis, the Americans are free to treat the migrants as they wish. The photos and videos of the mistreatment of the refugees attest to what happened next.

More than 300 refugees were loaded onto three planes on Sunday and dumped at the airport in the Haitian capital. In testimonies of this of some of the first batch of refugees, taken on the spot by journalists in Haiti, they mention the inhumane treatment to which they were subjected after their long journey from their point of departure, in South America, to their destination, a journey that lasted about two months. The repatriated migrants claim to have been kept in prison, without food for at least four days. One of them said he was stripped of the clothes he was carrying. He spent six days without washing or brushing his teeth. Some of the immigrants say they had "no problems" in Chile where they lived "well," except that gaining residence documents in Chile is problematic. The Chilean authorities only grant residence to those who already hold jobs. This was the only reason, they said, that determined them to head for the United States.

On returning to their country, the Haitian refugees did not hide their disappointment concerning their mistreatment by the leaders of the United States, a country, they say, considered as a bastion of democracy, where respect for human rights is sacred, at least in principle. However, that's where their rights were grossly violated, they say. Agents of the Border Patrol mistreated them, further demeaning them by using hostile and vile language in addressing them.

While some may rightly say the revelations of inhumane treatment may be "grossly exaggerated," the images caught of certain scenes have led a U.S. official to see things differently. White House spokesperson Jen Psaki called the photos she saw of U.S. agents on horseback chasing Haitians *"horrific."* Asked at a press briefing about the situation, Psaki said, *"I don't think anyone who saw that footage would think it was acceptable or appropriate."* Now the Biden administration there will be an investigation.

As for de facto Prime Minister Ariel Henry, no doubt reacting to criticism of his docility in signing on the American dotted line, belatedly he issued a video Sunday evening in which he says, among other things, that he was "offended" by what he saw on social media and heard on the radio regarding the treatment meted out to the Haitians. Long before him, Representative Bernie G. Thompson, a Democrat from Mississippi, and chairman of the House Homeland Security Committee, had said. *"The videos and photos from Del Rio showing the mistreatment of Haitian immigrants by U.S. Border Patrol agents along the border are horrifying and disturbing,"*

As for Dr. Henry, he's forced to think twice before saying anything. because he is deprived of the authority to tell the truth to the Americans. For, not unlike other leaders before him, it's known that he has bodies in the closet. Being minister under Michel Martelly, he embezzled funds for the benefit of the latter and the First Lady, Sophia Saint-Rémy Martelly. Shamelessly, she came, herself, to collect the loot, which was extracted from the State bank before conversion into foreign currency. One wonders how in the world such a man, totally sold out to Michel Martelly, could have become Prime Minister! The answer is simple, "Birds of a feather flock together." That is reality in the post-Duvalier era.

Indeed, from Jean-Bertrand Aristide to Jovenel Moïse, including Ariel Henry, the men in power scan the political landscape for men and women of the same ilk to succeed them. This was the case for Aristide, in relation to René Préval, so that the latter would return him the favor. "Elections" held by Préval, nicknamed "the Marmelade man," for his hometown, brought the defrocked priest back to the National Palace in 2001. With a lot of skeletons in his closet, such as embezzlement of public funds, drug trafficking and State-condoned assassinations, Aristide was forced to resign before going into exile, first to the Central African Republic, then to Jamaica, before his final stay in South Africa.

As for René Préval, he returned to power during the elections organized by the interim government of Alexandre-Latortue in 2006. He was said to have his hands "pure." Yet, he proved himself to be an "expert" in no-bid contracts, especially with SOGENER, the electric energy company. Being dead, Préval can't possibly answer, but his widow Élizabeth Desbrosses-Delatour-Préval could tell what they reaped from that agreement. In any case, just as Préval was about to facilitate things for his chosen successor Jude Célestin in one of those "democratic elections," the State Department, via Secretary of State Hillary Clinton, decided otherwise. She inflicted a blow to the Haitian people by granting the presidency to Michel Martelly, rather than to Mirlande Manigat.

With Martelly at the helm, a new generation of politicians took control of the National Palace, managing power very differently. In close collaboration with foreign political and diplomatic forces, the new power holders in Port-au-Prince have found the right formula to deal with their sponsors. Thus, there was no objection to the choice made by the musician-president to succeed him. And Jovenel Moïse got the approval of Washington. Whereupon, the PHTK, *Bald Headed*, team declared they will keep the National Palace for the following ten decades.

Observers are puzzled about how the PHTK, notwithstanding all the scandals it has generated, has been able to still hold onto power with Dr. Ariel Henry fronting for the team since the assassination of Jovenel Moïse who, by the way, was no longer legitimate, considering that his constitutional mandate had ended on February 7, 2021.

On analyzing the facts, it's crystal clear that the men who have assumed power in Haiti, whether as president or prime minister, don't give a hoot about the concerns of the Republic. In that light, de facto Prime Minister Ariel Henry fits the bill, caring little about Haiti's interests and showing almost no concern about the fate of Haitian refugees. All of these men who have occupied the highest offices in the land behave like obedient dogs, in relation to Washington, always trying to defend the interests of the powerful northern neighbor, at the expense of the impoverished Haitian people. It is time that State institutions be entrusted to men and women of integrity and proven competence, respectful of public property, who love their country viscerally and are ready to sacrifice themselves for it in all circumstances. Yes, we need leaders who are not vulnerable to diplomatic blackmail, a weapon used adeptly by some countries to impose their will in their international dealings. .

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Boîte de page
Port-au-Prince, Haïti
(509) 2234-0769

CANADA

Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
17 Haïti 13K Canada
12215 Joseph Cassavant
Montréal H3M1C1

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. S'adresser au bureau de Jean Claude Vilvorin
13 K Avenue Hoche, 1er Étage Apt. 14
75370 Le Pré St. Gervais France
Tel (33 1) 43 38 18 10

ÉTAT-UNIS

1 an/year
__ 48.00 $ US pour six (6) mois
__ 90.00 $ US pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

__ 55.00 US pour six (6) mois
__ 105.00 US pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1 an/year
__ 75.00 US pour six (6) mois
__ 140.00 US pour un (1) an

EUROPE

__ 75 EUROS pour six (6) mois
__ 125 EUROS pour un (1) an

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 12

Liban un passeport diplomatique allogène
Ou Mikati, Tarek Daher révise à la hausse ses critiques

Suite de la page 5

de l'intérieur avant tout et cela est quasiment difficile, sinon impossible.

Ce gouvernement réussira-t-il ?

Ma réponse est définitivement **NON** pour les raisons suivantes : Réformer le paysage politique libanais nécessite des hommes et des femmes qui sont en dehors de ce cartel, ce n'est pas le cas de ce gouvernement.

Se débarrasser de la corruption en mettant en place une justice impartiale et non politisée. Depuis des décennies, la justice libanaise n'est pas indépendante, et ne le sera pas encore plus avec ce gouvernement. Pour la simple raison que chacun des juges nommés a été placé par un de ces hommes politiques

Implémenter TAEF, ceci est impossible, car devant alors faire disparaître les actuels leaders du paysage politique.

Une jouxte perpétuelle, durant les mois qui vont venir, entre les différents partis et chacun se mettant les bâtons dans les roues.

La livre libanaise va de nouveau chuter, et plus fortement que précédemment, car il sera difficile de mettre en place des réformes et se battre contre la corruption.

Aoun, ne pouvant quasiment plus terminer son mandat présidentiel, en faisant ce qu'il a promis, mettra de plus en plus d'obstacles à ce gouvernement, et donc s'il ne veut pas faire des réformes ou se battre contre la corruption (gouvernement), AOUN ne signera pas souvent les décrets ministériels =❹donc blocage prévu.

Aucune nouvelle réforme ne sera mise en place et pour un pays comme le Liban tout est à refaire.

Rien ne se fera contre la corruption généralisée dans le pays. Avant de parler des leaders politiques corrompus, il faut reconnaître que la population est elle-même corrompue, d'où la difficulté de combattre cette corruption. On n'aura pas assez de prisons pour caser tout ce beau monde.

Le pays sera encore plus désorganisé que maintenant, le chaos pourra donc régner jusqu'aux élections, si élection il y a.

Enfin, pour compléter ce tableau, le LIBAN est en faillite financière due à une gestion calamiteuse depuis des décennies, dû à la corruption chronique. Il faut récupérer cet argent, qui est à l'extérieur et qui appartient aux leaders politiques actuels, principalement. Pour cela, il faut que la communauté internationale le fasse. À ce jour, jamais celle-ci n'a rendu un quelconque argent volé à un pays ou à sa population.

Donc en gros, on n'est pas au bout de nos peines. Pour que se pays aille de l'avant il faudrait :

Que tous ces hommes politiques soient jugés, ainsi que toute personne ayant dilapidé l'argent et les biens de ce pays.

Une nouvelle constitution ;

Un pays laïc et libre de tout communautarisme ;

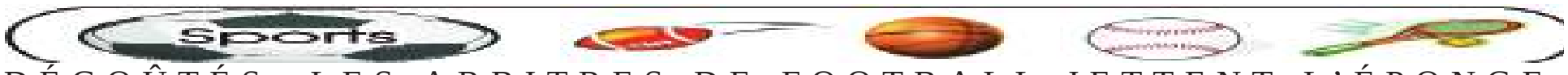
Une justice impartiale et indépendante ;

Une nouvelle loi électorale basée sur une personne Ā = un vote.

Pourra-t-on le faire, pour cela il faut un peuple UNI libanais, on ne l'a pas.

Tarek Daher, septembre 21, 2021

Je conclue simplement par le thème du titre : le Liban est un passeport diplomatique allogène.



DÉGOÛTÉS, LES ARBITRES DE FOOTBALL JETTENT L'ÉPONGE

Une nouvelle aventure pour Wisline Louis

Suite de la page 16

noirs, très instruits et surtout bien formés, émergeaient dans une masse inculte, venus au jeu non par passion et par capacité, mais surtout pour " chercher la vie "».

Ce noble chemin a été tracé, cette dernière décennie, grâce à l'ingénieur Rosnick Grant et à l'équipe dont il s'est entouré. Travailleur, méticuleux, visionnaire, intègre, jusqu'à être intransigeant, et surtout courageux, il a amené Haïti au top, tout cela sans grands moyens. Au contraire, puisant dans ses modestes revenus, secoués par la crise et le tsunami Molina, qui a sali leur image, compromis leur réputation, détruit leur vie familiale et celle de leur formateur, les femmes, mais aussi les hommes arbitres savent que rien ne sera plus comme avant. Alors ils tirent la révérence avant « *kay la kraze*» inévitablement « *sou yo* ».

Ce que les gens ignoraient en Haïti, c'est que tous ceux qui sont dans le football le font en bravant l'opposition, en se mettant en face de leur famille, car tout le monde est conscient que toute activité publique en Haïti, surtout le football, qui ne peut nourrir son homme « *se lenmi, misère ak nwizans li pote* »

Wisline, la première à « *lage pye li* » officiellement, mais beaucoup d'autres ont déjà tiré la révérence, puisque nos meilleurs managers, coaches et arbitres, ceux qui administrativement pouvaient le faire, sont déjà en Amérique du Nord (USA Canada Mexique).

Elle ne sera pas seule, surtout les arbitres-femmes, toutes décontenancées et découragées par la brusque détérioration de la situation du football dans le pays et l'opprobre dont elles ont été couvertes par les mensonges ayant fait scandale que l'on sait.

Ce noble chemin a été construit, cette dernière décennie, grâce à l'ingénieur Rosnick Grant et à l'équipe dont il s'est entouré. Travailleur, méticuleux, visionnaire, intègre, l'hommage d'un collègue, Jean Evans Desjardins, la modèle des arbitres féminins, Wisline Louis, met donc fin à sa carrière internationale, après avoir passé plus de 6 ans consécutifs comme assistant arbitre FIFA.

Wisline, très intelligente, très talentueuse, passionnée de l'arbitrage, a suivi sa première formation vers les années 2010, soit en novembre, au Ranch de la Croix des Bouquets. Après cette formation, elle s'est intéressée à l'arbitrage avec l'objectif de devenir une grande arbitre internationale. Mission accomplie.

5 ans après, soit en janvier 2015, Wisline a été retenue sur la liste des assistants arbitres FIFA.

Wisline Louis était la première femme arbitre ayant dirigé une finale du Championnat national masculin (D3), en 2012. Elle a participé à plusieurs matches du Championnat national de D1, soit comme assistant ou quatrième officiel.

Après sa performance remarquable, à la Jamaïque, lors de son premier match international, en janvier 2011, on voit en elle sa capacité extraordinaire qui va faire d'elle un espoir assuré, au niveau de l'arbitrage haïtien.

Wisline s'est faite distinguer parmi les meilleurs participants dans différentes compétitions internationales. Elle a dirigé deux (3) finales des jeux de la francophonie, en France, en 2013, et en Afrique, en 2017. Ses performances et ses prestations dans ces compétitions ont ouvert la voie à d'autres arbitres féminins haïtiens au niveau international.

Pour Wisline, l'arbitrage n'est pas une profession. C'est juste une folie, une sensation qui se dégage autour de son être. C'est pour cela qu'elle s'adonne à des études en comptabilité, en journalisme et en auxiliaire infirmière.

Wisline Louis a décidé de prendre sa retraite internationale à l'âge de 41 ans, pour laisser la place aux autres, malheureusement sans bouclier, à cause du problème dévastateur, de la discrimination qui ronge le football haïtien, en particulier l'arbitrage.

Consciente et reconnaissante, Wesline a salué les efforts de tous ceux qui ont contribué à sa réussite, ainsi que ceux de son brillant professeur physique, Ralph Kernizan. Elle a également félicité le courage de l'ingénieur Rosnick Grant, qui a mis l'arbitrage haïtien à ce niveau extraordinaire et incontournable.

*J-E.D
Journaliste, arbitre
jean.evensck@gmail.com

Haïti pleure : Où est le président Biden, alors que mes compatriotes suffoquent sous un pont au Texas ?

Suite de la page 1

au Texas, après un long voyage qui a débuté aux pays aussi éloignés que le Brésil, le Chili et même l'Argentine.

Ce ne sont certainement pas les victimes du tremblement de terre du 14 août, qui a dévasté le Grand Sud d'Haïti, ayant causé plus de 2 000 morts et plus de 50 000 sans-abri. Les dégâts économiques restent encore à déterminer. Ils ne fuient pas non plus l'ouragan qui, deux jours après le séisme, arrosait les sans-abri. Leur fuite n'est pas non plus liée à l'assassinat du président de facto, Jovenel Moïse, dans la chambre de sa résidence privée d'un quartier huppé, aux petites heures du 7 juillet.

Il s'agit de réfugiés du tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui aurait fait plus de 200 000 morts, dans la capitale haïtienne de Port-au-Prince et ses environs, plus d'un million de sans-abri et des milliards de dollars de pertes économiques. Bien que ce séisme ait touché un cinquième de la masse continentale, il a causé des dommages de plus de 80 % à l'économie, selon les autorités.

Le monde entier s'est mobilisé pour soutenir Haïti et, lors d'une conférence des Nations Unies, le 31 mars 2010, des promesses de dons de 5,3 milliards de dollars pour cette année et 2011 ont été faites, les États-Unis s'engageant à verser 1,5 milliard de dollars. Finalement, il a été rapporté que près de 10 milliards de dollars avaient été collectés auprès de 130 pays, dans l'espoir de contribuer à un meilleur avenir pour Haïti.

Qu'est-il advenu de cet argent qui était censé « *reconstruire Haïti en mieux* », selon le slogan de la « *Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti* », coprésidée par l'ancien président Bill Clinton et le Premier ministre haïtien de l'époque, Jean-Max Bellerive ? Il n'y a pas eu de comptabilité.

Des gens continuent à vivre sous des tentes, onze ans plus tard. Il n'est pas étonnant que des jeunes de 20 à 30 ans, confrontés à un avenir sombre en Haïti, aient décidé de partir à la recherche d'une vie meilleure. Le Brésil, qui avait besoin de travailleurs pour alimenter une économie en

Suite en page 14

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 13

La prolifération des activités des bandes armées en Haïti : Un génocide en cours

situation. Haïti est une victime de génocide qui a grand besoin de réparations. Des compensations alternatives globales, comme le suggère clairement l'entente entre la Namibie et l'Allemagne, pourraient également fonctionner.

À propos de la Convention de Vienne, que nous dit l'assassinat du président de facto Jovenel Moïse sur la pertinence, la légalité, la légitimité et le danger associé au modus operandi « *créatif* » du CORE groupe, en Haïti ?

Les auteurs de la Convention de Vienne, sur les relations diplomatiques, n'ont jamais envisagé une lettre de créance collective pour un « *Core Group* ». Cette lettre de chaque chef d'État devrait-elle être remplacée par une lettre de créance collective délivrée au CORE Group ?

L'existence de cette structure, dans sa forme et son statut actuels, constitue une anomalie diplomatique historique longue, étrange et injustifiée, une menace cachée pour la souveraineté d'Haïti. Il n'y a aucune anomalie à ce qu'une coalition de diplomates étrangers travaille collectivement sur un projet spécifique, limité dans le temps, l'espace et la portée.

Cependant, il est inacceptable, au point de nécessiter une démarche diplomatique officielle, de permettre à une entité non enregistrée et illégale de signer des communiqués sur des questions aussi sensibles que la sécurité nationale, les élections, l'embauche et le licenciement de fonctionnaires, de même que la gestion des ressources naturelles stratégiques. Haïti doit mettre fin à cette pratique de diplomatie de rue avec ses alliés.

L'occupation en douce d'Haïti, en tant qu'État souverain, doit finir. De nombreuses erreurs du président de facto Jovenel Moïse ont été commises par des étrangers. L'incompétence, s'il y en a une, doit être un fardeau partagé avec les partenaires étrangers d'Haïti en matière de sécurité. La crise actuelle est-elle due à la montée de la diplomatie favorable aux gangs armés en Haïti ? La diplomatie favorable aux gangs armés s'est cristallisée avec les actions menées en faveur de la fédération d'un groupe de neuf gangs armés notoires sous l'acronyme G-9. De plus, les diplomates accrédités en Haïti continuent, sciemment et volontairement, à offrir une couverture aux bénéficiaires publiquement connus de ces activités liées aux gangs. Le BINUH a clairement exalté et légitimé le G-9, sous la direction de Mme Helen Ruth Meagher La Lime. Elle est une diplomate américaine accréditée en Haïti en tant que représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU. Le plan frivole et mensonger du BINUH attribue au G-9 la « *forte baisse* » des crimes violents sur le sol haïtien. C'est le point de vue révoltant exprimé dans un rapport officiel adressé au secrétaire général des Nations Unies, le 25 septembre 2020, par le bureau du BINUH dirigé par Helen La Line. On y lit : « *Les homicides intentionnels signalés à la police ont diminué de 12 % entre le 1er juin et le 31 août, avec 328 victimes (dont 24 femmes et 9 enfants), contre 373 (9 femmes et 12 enfants) au cours des trois mois précédents. Cette baisse a été suivie d'une chute brutale après juillet (avec 77 homicides déclarés), une fois les alliances reconfigurées* ».

Comme les preuves le montrent clairement, il y a un génocide en cours sur l'île d'Haïti aujourd'hui. Les principaux acteurs ont été clairement identifiés. La prolifération des activités des gangs armés constitue une phase sombre d'un génocide en gestation, qui doit être stoppé. Il est urgent de neutraliser les groupes de criminels organisés, selon une feuille de route politique et globale pour le retour aux règles démocratiques et à l'ordre constitutionnel.

Dans l'article suivant, sera présentée une feuille de route avec des recommandations.

J.R.L.

Proliferation of armed gang-related activities in Haiti: A genocide in progress

Suite de la page 4

cide in the Americas. Some focused purposefully and specifically on genocide on Hispaniola from 1492 to 1513[1]. Low estimates of number of victims are 1,000.000 and high estimates are 8,000.000[2]. Sadly, up to 95% of the population was lost in the process[3].

Simply stated, the evidence continues to show that armed gang-related activities are imported *weapons and techniques* of destabilization incongruously trafficked and introduced by powerful foreign agents and their *surrogates*, for the economic and geopolitical exploitation of the island. President Jovenel Moïse's humiliating assassination is a vivid case in point.

Yet, there is a distinction to be made between a poor country and a country being "forced and driven" into poverty. Ayiti has been forced into poverty by the same external forces that invaded, enslaved, betrayed, tortured, and killed the original inhabitants of this land: the indigenous people. From Ayiti to Haiti, Africans were kidnapped, sequestrated, and transported against their will, according to an evil scheme to replace the decimated Taïnos, in the most flagrant case of crimes against humanity perpetrated anywhere in the world at the time.

Thus, in a failed attempt to cover-up their heinous crimes against humanity; colonial era armed gangs kidnapped, sequestrated, and forced millions of Africans into a one-way transatlantic journey to brutal slavery. The latter represents the second chapter in the scheme involving a series of crimes against humanity perpetrated knowingly and willfully against various indigenous communities, during long intervals of occupation, thereby giving the criminals enough time to reflect on the gravity of their acts. Defiantly, however, the initial perpetrators never changed course, even in the face of evident criminal misconducts. The scheme continues, alternating from one form to another, worsening from one colonial power to the other, from December 6, 1492, until the present time.

With cause, some scholars argue that genocide almost invariably escaped prosecution because it is virtually always committed at the behest and with complicity of those in power. Genocide in Haiti is no exception to the rule.

These *perpetual drivers of chaos* serve as devious masters, coaches, and protectors of armed gang leaders who rove the streets of Port-au-Prince with impunity today. In addition, according to preliminary findings, the disturbing part of this nightmare is the deep involvement of Haitian politicians, businesspersons, and foreign diplomats accredited in Haiti[4].

Today, the motivation of gang-related activities is different in Haiti. The types of crime are different. The weapons of choice are different. The population's attitude is also different. All sectors of society are affected by the current wave of insecurity provoked by armed gang-related activities in Haiti. The only common factor with previous "armed gang invasions" is the perpetual participation of foreign actors and their surrogates in facilitating and turning a blind eye on this clear case of genocide still in progress.

Indeed, as heavily armed gangs roam the Haitian capital's most notorious slums, shooting people in their homes, some government officials have emerged as the prime suspects of yet another manifestation of this genocide in progress[5], with the obvious complicity of covert foreign powers.

The *dangerous liaisons established between armed gangs and diplomats accredited in Haiti constitute the most destabilizing force in an already explosive situation*. These diplomats' actions and their indecent proposals — motivated by corporate greed, corruption, and racism — have been condemned openly by elected officials, parliamentarians, and other respected voices from their own countries[6]. Simply said, their foreign policies on Haiti, aimed to serve the interest of a few politically connected billionaires, in the name of 'national interest', has been debunked and rejected by their own compatriots.

It is important to highlight that Germany, a member of Haiti`s infamous "Core Group", agreed earlier this year to pay €1.1bilion (1,304,459,710.58 - USD) to Namibia over historical Herero-Nama genocide.

Could Germany play a key role in bringing other colonial powers to settle with their victims in the Americas? The answer is a resounding yes.

The historical significance of such endeavor would enhance Germany's profile on several fronts, as a re-emerging power-broker in Europe and beyond. Indeed, Haiti has nothing to lose by trying the German formula. All colonial powers and their victims must reckon with a two-way healing process. There is no better time for Spain, France, Germany, the United States and others to show compassion and rise to the occasion. Haiti is a genocide victim in great need for reparations. Comprehensive alternative compensations, as the Namibia-German *entente* clearly suggests, could also work.

About the Vienna Convention, what does the assassination of de facto President Jovenel Moïse tell us about relevance, legality, legitimacy and the danger associated with the 'creative' modus operandi of the CORE Group in Haiti?

The framers of the Vienna Convention on Diplomatic Relations[7] never envisioned a collective Letter of Credence for a "Core Group". Should then individual Head of State's Letter of Credence be replaced by a collec-

1 Philippe, G. (2005). Caribbean genocide: racial war in Haiti, 1802–4, *Patterns of Prejudice, 39:2*, 138-161.

2 Stannard, D. (1992). *American Holocaust: The Conquest of the New World*. New York: Oxford University Press. p. 267.

3 *Ibid*.

4 Stinchcombe, A. (1994). Class Conflict and Diplomacy: Haitian Isolation in the 19th-Century World System. *Sociological Perspectives, 37*(1), 1-23; (clearly showing diplomats in actions against the Haitian people); *See* below, the United Nations Integrated Office in Haiti's report aggrandizing and promoting armed gang-related activities in Haiti, notably promoting the G-9 coalition.

5 Jones, A. (2006). *Genocide: a comprehensive introduction*. London: Routledge, pp. 108-111.

6 *See* condemnation by members of U.S Congress. The same embarrassing facts had been highlighted by parliamentarians in Europe and Canada (https://petitions.ourcommons.ca/en/Petition/Details?Petition=e-2448;https://canadiandimension.com/articles/view/the-dark-side-of-canadas-role-in-haiti;

7 United Nations, (1961). Vienna Convention on Diplomatic Relations, *UN Treaty Series*, https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/english/conve

Suite en page 14

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 14

Kreyòl

Suite de la page 16

òtoprens. Ameriken, ki te toujou gen esklav lakay yo, te krenn ke esklav Etazini yo te ka suiv egzanp sa esklav te fè ann Ayiti, epi kòmanse revòlte tou. Sitou mesye nan Sid Etazini yo pa t dakò ditou pou kite Nèg Nwè vin fè frekansite, antan ke mounn ki gen menm valè ak Blan.

Apa ke Ameriken pa t rekonnèt Ayiti, dezyèm peyi endepandan nan Lamerik la, apre Etazini, li menm, ki te premye a nan lane 1776, Ameriken te bay Franse yo tout sipò lè yo te deklare anbago sou peyi a. Kòm tout nasyon ann Ewòp te gen esklav, yo tout te fè menm bagay la. Se konsa depi sou premye lane endepandans peyi a, zansèt nou yo te bloke nan fè konmès ak lòt peyi. Imajine nou sa, se pa tankou lè Ameriken te deklare anbago kont Kiba, apre *Fidel Castro* te etabli gouvènman kominis nan peyi l. Li te ka konte sou Larisi, Lachin ak lòt peyi kominis yo. Men Ayiti te kanpe pou kont li nan lemonn antye anfas tout peyi sa yo ki te gen ekonomi yo baze sou do esklav. Ayiti te menm ede lòt peyi vin endepandan, tankou tout èd li te bay *Simon Bolivar,* pou li t al libere youn bann peyi nan Lamerik Latin nan, kòmanse ak Venezwela.

Antouka, Etazini t al pi lwen toujou apre anbago sou Ayiti a. Nan dat 3 jiyè 1825, wa (roi) franse a, *Charles X (10),* te depeche youn bann bato ki te nan larad Pòtoprens, tou pare pou fè lavil la tounen sann si prezidan *Jean Pierre Boyer* pa t aksepte siyen dokiman ke Ayiti dwe Lafrans 150 milyon fran. Koulye a, sa reprezante plis pase 20 milya dola (20 000 000 000.00 $). Se konsa prezidan *Boyer* te oblije siyen. Epi nou pral fin peye dèt la nan lane 1947. Epi se konpayi ki vin bay *Citibank,* nan Nouyòk la, ki te kolekte dènyè ti rès la, paske li te pran dèt la nan men Franse yo lè Marin ameriken te debake vin okipe Ayiti nan lane 1915. Sa se youn lòt istwa.

Men Ayiti pase 122 lane ap peye Blan Franse pou sa yo te pèdi ann Ayiti lè zansèt nou yo te pran endepandans yo, zam alamen, nan dat premye janvye 1804. Tande sa, Ayisyen t'oblije peye pou esklav Franse yo te pèdi. Se dèt sa a ki premye gwo kòz Ayiti nan sitiyasyon li ye jodi a. Paske anbago peyi ki te gen esklav yo te deklare kont Ayiti a epi dèt 20 milya dola sa a pa t janm kite peyi a pran souf, pou l te ka byen derape.

Ameriken gen plis responsablite toujou nan sitiyasyion Ayiti a, paske yo te okipe peyi a, de lane 1915 rive 1934. Premye bagay solda yo te fè lè yo debake se ale dirèk dirèk nan Bank nasyonal la, pran tout rezèv lò peyi a te genyen voye sa Nouyòk. Diran 19 an yo pase nan peyi a, sitou avèk solda ki te sot nan Sid Etazini, ki konn mete Nèg nwè nan plas yo, Ameriken imilye Ayisyen mezi kont yo.

Apa de sa, depi byen lontan anvan yo te menm gen relasyon diplomatik ak Ayiti, yo te pran zile *La Navase* la, nan pwent peyi a, nan sidwès, kivedi anfas Dam Mari. Zile sa a te gen richès *guano,* tata zwazo fèmante ki te vo anpil lajan. Lè sa a se te tankou lò. Jouk jodi a, Ameriken kenbe *La Navase* pou yo, jiskaske eskandal la pete ankò nan youn atik ki fèk parèt nan dat 14 septanm nan.

Nan atik sa a, nan *SLATE,* sou entènèt la, alega kesyon « *jurisprudence* » (kesyon lalwa), 2 ekriven, *Joseph Blocher* ak *Mitu Gulati,* di « *Etazini vòlò milya e milya de dola Ayiti, lea rive pou yo peye lajan sa a* », pandan ke peyi a ap pase youn tray. Selon atik la, ki sanse se youn entwodiksyon pou youn liv ki pral parèt, 2 mesye yo bay kont detay sou eksplwatasyon Ameriken fè nan *La Navase,* depi nan lane 1859, menm anvan yo te rekonnèt endepandans Ayiti. Li lè li tan pou gwo peyi sa a, k ap toupizi Ayiti depi dik dantan, pran responsablite l pou jan bagay yo ap pase si mal ann Ayiti.

Vwala, mezanmi, tout rezon ki fè Ayiti vin pòv jan l ye a. Se paske tout gwo peyi, ki di se demokrasi y ap pratike, te met tèt yo ansanm pou mete Ayiti kote l rive a, youn peyi kote sitwayen yo ap kouri kite l ankantite, pou y al ateri jouk anba pon nan youn ti vil nan Teksas, semèn pase a. Natirèlman, nou pa ka bliye bann vòlè Ayisyen yo ki fè e defè, ki vin miltimilyonnè sou do pèp la, sitou nan lajan PetwoKaribe a ak nan pran lajan anba tab pou bay etranje vye kontra, osnon nan fè dap piyan nan lòt lajan Leta. Fòk yo jije ! Fòk yo peyi lajan yo vòlò epi domaj ak enterè.

Epi se yo menm ankò, tankou « *Bandi legal* » yo bay pou *Michel Martelly* a, avèk ansyen Premye minis li *Laurent Salvador Lamothe,* menm ti visyèz yo bay pou *Martine Moïse* la, ki konprann yo ka vin reparèt la a pou yo vin kontinye vòlò san gad dèyè. Fwa sa a, si pèp la pa atrap yo depi yo fèk parèt, sa yo pran se pral pa yo.

Abraam di sètase ! Li lè pou Ayisyen pran lavni yo anmen epi, avèk pwòp fòs yo, epi tout resous Ayiti gen anba tè, pou yo vin kreye youn lòt peyi ki pral youn fyète pou pitit nou ak pitit pitit nou !

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
22 septanm 2021

Proliferation of armed gang-related activities in Haiti: A genocide in progress

Suite en page 13

tive Letter of Credence for a "Core Group". Should then individual Head of State's Letter of Credence be replaced by a collective Letter of Credence issued to the CORE Group?

The existence of the Core Group in its current form and status constitutes a long, strange and unjustified historical diplomatic anomaly, a hidden threat to the sovereignty of Haiti. There is no anomaly with a coalition of foreign diplomats working collectively on a specific project, limited in time, space and scope.

However, it is unacceptable, to the point of requiring an *official diplomatic demarche* (official diplomatic initiative,) to allow a non-registered, illegal *entity* to sign communiqué on such matters as sensitive national security, elections, hiring and firing of government officials, and the management of strategic natural resources[1]. Haiti must end this practice of *street diplomacy* with its allies.

The surreptitious occupation of Haiti as a sovereign State must stop. Many of President Jovenel Moïse's mistakes had foreign hands behind them. Incompetence, if there was, must be a shared burden with Haiti's foreign security partners. Is the rise of armed gang-friendly diplomacy in Haiti to blame for the current crisis? Armed gang-friendly diplomacy was crystalized with actions taken in favor of federating a group of nine notorious armed gangs under the acronym of G-9[2]. In addition, accredited diplomats in Haiti continue, knowingly and willfully, to offer cover to publicly known beneficiaries of these gang-related activities. BINUH clearly aggrandized and legitimized G-9, under the leadership of Ms. Helen Ruth Meagher La Lime. She is a U.S. Diplomat accredited in Haiti as Special Representative of the Secretary General of the UN. BINUH's frivolous and deceitful scheme credit G-9 for "steep decline" of violent crimes on Haitian soil. That's the revolting view expressed in an official report to the Secretary General of the United Nations on September 25, 2020. It says, "Intentional homicides reported to the police **decreased by 12** per cent between 1 June and 31 August, with 328 victims (including 24 women and 9 children), compared with 373 (9 women and 12 children) in the preceding three months. This was **followed by a steep decline** after July (with 77 homicides reported), **once alliances were reconfigured**."

As the evidence clearly shows, there is *genocide* in progress on the island of Haiti today. The principal actors have been clearly identified. The proliferation of gang-related activities is only a dark phase of an ongoing genocide that must be stopped. There is an urgent need to neutralize armed gang-related activities, according to a policy-driven, comprehensive roadmap for the return to democratic rules and constitutional order.

In the subsequent article, will be presented a roadmap with recommendations.

J.R.L.

[1] While an average citizen may voice his/her opinions on this matter, under some form of freedom of speech provisions, there is no legal ground for any dubiously established group to advance such claim. In fact, on matters of national security, the Head of State calls the shot.

[2] BINUH (2020). "Report of the Secretary General," *UN Security Council Press Release* /S/2020/944), September 25, 2020, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2020_944.pdf (last visited, July 17, 2021) (wherein BINUH painted a rosy picture of G-9 and referred to confirmed massacres as "cases", along with dubious statistics crediting the formation of G-9 to reduction of gang-related violence in Port-au-Prince).

Haïti pleure : Où est le président Biden, alors que mes compatriotes suffoquent sous un pont au Texas ?

Suite de la page 12

pleine croissance, a été le premier pays à accueillir les réfugiés haïtiens du tremblement de terre de 2010. Puis, à un degré moindre, le Chili et l'Argentine.

Les Haïtiens s'installaient dans leur nouvel environnement jusqu'à ce que la COVID-19 vienne perturber les économies des pays d'Amérique du Sud. Alors a commencé leur périple vers l'ultime Eldorado, les États-Unis. Se fiant à des filous, qui épient à l'affut de ceux qui cherchent un nouveau paradis, des milliers d'entre eux ont entrepris le voyage vers le nord, d'autant plus qu'ils pensaient que l'administration Biden serait plus indulgente que la précédente.

On apprend aujourd'hui que les États-Unis vont commencer à refouler les réfugiés haïtiens chez eux, les renvoyant au lieu qu'ils ont fui, mais qui est devenu bien pire qu'avant. Cela va créer une crise d'une ampleur inimaginable dans un pays déjà ébranlé par une accumulation de désastres.

Je blâme la communauté internationale et les dirigeants haïtiens pour cet état de fait. Car, depuis le 29 février 2004, date à laquelle le président Jean-Bertrand Aristide a été renversé pour avoir, entre autres, initié la création de gangs, appelés chimères, en vue de se maintenir au pouvoir, la Mission de stabilisation des Nations unies en Haïti, y est déployée depuis treize ans.

Deux missions de moindre importance ont pris le relais, dont, actuellement, le Bureau intégré des Nations unies en Haïti, connu sous le nom de BINUH. Sous leur surveillance, les autorités haïtiennes ont réalisé le vol de 4,2 milliards de dollars du fonds PetroCaribe et les gangs ont été rétablis par le président Michel Martelly, qui s'est autoproclamé « *bandit légal*».

M. Martelly a été secondé par son Premier ministre, Laurent Lamothe, qui a initialement armé les gangs, qui sont devenus un cancer pour le pays. Le président assassiné, Jovenal Moise, quant à lui, a donné aux « *gangs fédérés* » une reconnaissance officielle. Pendant ce temps, les anciens Présidents et premiers ministres d'Haïti, vivant en République dominicaine, comme Jean-Max Bellerive, ou en Floride, comme Michel Martelly et Laurent Lamothe, aspirent à la reconquête du pouvoir.

Voilà ce qui explique la présence des réfugiés haïtiens sous un pont, à Del Rio, au Texas. Ils mettent l'administration Biden dans la position délicate d'afficher son insensibilité envers les réfugiés haïtiens, alors que des milliers d'Afghans sont accueillis à bras ouverts. C'est un manquement aux dettes morales envers Haïti qui remontent à l'époque de Thomas Jefferson.

L'ambassadeur Joseph, ancien envoyé d'Haïti à Washington, est un collaborateur du New York Sun.

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 15

IMMIGRATION ILLÉGALE MASSIVE AU TEXAS

Des milliers d'Haïtiens envahissent le Sud des États-Unis

Ariel Henry d'accord, rapatriement des migrants... À quel prix ?

Suite de la page 1

frontière américano-mexicaine, élisant temporairement domicile sous le pont Del Rio International, et dans l'aire avoisinante, donnant lieu à une crise humanitaire, que l'administration Biden se voit dans l'obligation de gérer. Péniblement !

En effet, plus de 13 000 migrants, pour la plupart des ressortissants haïtiens, ont déferlé sur la ville américaine Del Rio, du Texas, tandis que des témoins font état de plusieurs milliers d'autres attendant leur tour de traverser en territoire américain, tous en quête d'opportunité d'admission aux États-Unis, bien que sans documents les autorisant à se retrouver dans ce pays. À cette fin, a été établi un camp temporaire, de l'autre côté du pont, à la ville mexicaine d'Acuña.

Un autre point de la traversée du Rio Grande par les migrants haïtiens.

Suite à ce déferlement massif d'immigrants, environ 12 500 se logent sous le pont, à la belle étoile, et aux alentours, sous un soleil de plomb, durant le jour, et exposés à la rosée, le soir venu, souhaitant pouvoir entrer aux États-Unis, une fois leurs dossiers traités par les agents américains. Telle était la situation, le jeudi 16 septembre.

Une différente rencontre entre des agents de la Patrouille frontalière et des Haïtiens, conversation avec une famille.

L'invasion des entrées méridionales des États-Unis, par des émigrés clandestins, connaît une hausse spectaculaire, ces derniers mois. Par exemple, au mois d'août, l'Administration douanière et la Patrouille frontalière ont rapporté avoir appréhendé 209 000 voyageurs clandestins au niveau des frontières sud du pays, soit dépassant celui enregistré une vingtaine d'années de cela, et quatre fois supérieur à celui du mois d'août 2020. Au mois de juillet, le nombre d'entrées illégales a dépassé 200 000, la première fois en 21 ans.

Des mesures immédiates et ponctuelles pour faire face à la crise

Avant que soient mobilisées les ressources humaines nécessaires au processus d'admission des personnes qui se sont introduites sans documents légaux, en territoire américain, des dispositions immédiates et ponctuelles ont été prises, afin de les protéger contre les intempéries, mais aussi pour assurer les exigences sanitaires de ces milliers d'individus.

En effet, l'espace sous le pont Del Rio International a été converti en point de ravitaillement, en attendant que les réfugiés soient pris en charge par les autorités américaines. Aussi, par les soins du gouverneur du Texas, Greg Abbott, en signe de collaboration au gouvernement fédéral, a-t-il été distribuées de l'eau, des serviettes sanitaires, en sus de mettre des toilettes portables à leur disposition. En même temps, le gouverneur du Texas, à la demande du gouvernement fédéral, a pris les dispositions pour fermer plusieurs entrées frontalières, en sus de dépêcher des patrouilles, à cheval, pour barrer la route aux migrants illégaux. Il semble que, avisées de l'avancement vers le nord de plusieurs colonnes de réfugiés, les autorités américaines aient déployé ces patrouilles, afin d'éviter que leur personnel ne soit débordé.

À noter que, selon le gouverneur Abbott, pas moins de 4 000 émigrés se trouvaient sous le pont, le mercredi (15 septembre). Pourtant, le lendemain, jeudi, le nombre est passé à 10 500. On peut alors imaginer à quel point les autorités fédérales se trouvaient débordées par l'ampleur de la crise humanitaire à gérer. Surtout qu'au cours des deux jours suivants, le nombre a atteint plus de 12 500. Des informations disponibles font état d'une nouvelle vague de réfugiés se dirigeant vers le nord, avec les États-Unis pour destination.

Opération rapatriement déclenchée immédiatement

Aucun doute, cet envahissement soudain du territoire américain par des milliers de réfugiés a pris de court les autorités étatsuniennes, surtout que les infrastructures en place ne sont pas destinées à accueillir tant de gens. À l'analyse immédiate de la situation, faute de moyens d'hébergement de cette foule immense, il fallait concentrer tous les efforts sur la gestion de ces milliers d'Haïtiens représentant l'écrasante majorité des migrants.

En effet, après consultations avec les autorités haïtiennes, notamment une visite à la primature de l'ambassadeur des États-Unis, le Premier ministre de facto Ariel Henry a signé, volontiers, un protocole d'accord sur le rapatriement des réfugiés. Aussi un pont aérien reliant la ville de San Antonio, au Texas, à l'aéroport Toussaint Louverture de Port-au-Prince, a été mis en place. Entre dimanche 19 septembre et lundi 21 septembre, 560 réfugiés ont été rapatriés. Au rythme de deux vols par jour, tout laisse croire que les Américains se préparent à libérer leur territoire de la grande majorité de ressortissants haïtiens à avoir atteint la frontière américano-mexicaine par le village texan Del Rio.

Mutisme des autorités sur la compensation offerte aux réfugiés

D'un côté comme de l'autre, les autorités se gardent de se prononcer sur les termes de l'accord ayant facilité la mise en train l'opération de rapatriement des réfugiés. L'ambassade américaine, dont les tweets font souvent la une, dans la presse, presqu'au quotidien, reste muette. Quant à la primature, le centre de décision de l'Exécutif monocéphal, c'est le silence de cimetière. Ce qui porte à conclure que, côté américain, le protocole établi pour convoyer les migrants haïtiens à leur pays d'origine n'est pas susceptible de faire l'unanimité, ni de susciter des félicitations à l'endroit de ses auteurs.

Tout compte fait, il y a fort à parier que cette situation est de nature à intensifier les mouvements de protestation contre les Américains et le régime d'Ariel Henry, qui commencent, d'ailleurs, à se lancer un peu partout, notamment en Haïti, aux États-Unis, au Canada et ailleurs. Aussi bien que les déclarations et prises de position véhiculées par des voix autorisées de ces pays.

Il y a également lieu de signaler qu'aucune personne représentant les autorités haïtiennes n'a daigné faire de déclaration sur le débarquement des réfugiés, encore moins poser un acte de présence, du reste geste purement symbolique, en signe de solidarité à l'égard de ces derniers. Des raisons qui semblent justifier la crainte manifestée par plusieurs des gens rapatriés relative à leur accueil, au retour à leur pays, ainsi qu'à leur sécurité et moyens de survie. Surtout que nombre d'entre eux ont témoigné avoir perdu quasiment tout ce qu'ils possédaient, soit qu'ils ont été dépouillés par des malfrats, durant le trajet, ou bien que le coût du voyage les a ruinés, ou presque. De toute évidence, ces gens ont besoin d'une assistance humanitaire urgente et ponctuelle à telle fin, que le régime en place aurait dû offrir sans tarder.

Une pitance aux migrants rapatriés

En dépit du silence entretenu par les dirigeants, américains et haïtiens, par rapport aux conditions d'accueil des migrants rapatriés, des rumeurs font état de ce qui apparente à de la « *monnaie de poche* » qu'ils auraient reçue.

En effet, des sources proches des décideurs haïtiens ont révélé que, dans le cas de rapatriement de réfugiés haïtiens, les dirigeants américains offrent toujours ce qu'on dit être des « *frais de réinsertion* » aux réfugiés, un fait gardé secret, peut-être intentionnellement. Aucune information de cette nature n'a été communiquée au sujet de cette nouvelle vague de personnes rapatriées.

En tout cas, certains des migrants fraîchement débarqués, ce week-end, ont indiqué avoir reçu 1 500,00 gourdes, soit 15 dollars au taux du jour. Ce qui représente le coût d'une course de taxi, de l'aéroport à leur destination. Dans ce cas, n'est-il pas opportun de qualifier ce geste à l'égard des réfugiés de « *gifle en plein visage* » ? D'aucuns diraient même : « *abse sou klou* » ! Vu les péripéties qu'ils ont enduré, au cours de leur voyage, ajoutées aux humiliations dont ils ont été abreuvés, une fois arrivés en territoire américain!

Rappelons que l'organisme mondial de la migration (OIM) a souligné que la somme de 5 000 gourdes a été distribuée à chaque migrant arrivé à Port-au-Prince. Convertie en dollars américains, cela fait USD 51 $. Un soulagement, tout de même. Même nettement insuffisant pour permettre aux prestataires de recommencer leur vie.

Des déplacés potentiels réfugiés dans leur propre pays

À part l'insécurité ambiante avec laquelle les migrants doivent se colleter, il y a — encore plus grave —le problème de logement posé par la reconfiguration de certains quartiers de la capitale, en raison des affrontements des gangs armés ayant provoqué le dépeuplement de nombreux habitants de certaines zones. C'est, par exemple, le cas des faubourgs sud de Port-au-Prince, notamment Martissant, dont plus de 8 0000 de ses résidents ont dû abandonner leurs maisons en catastrophe pour éviter d'être victimes de la violence des criminels armés s'entretuant.

Il faut signaler la situation d'une femme réfugiée qui vient d'être rapatriée avec ses enfants, dont un d'entre eux est né au Chili (donc citoyen chilien). Elle a déclaré être originaire de Carrefour, où elle est née et élevée. Elle affirme n'avoir d'autre lieu pour résider, qu'elle doit y retourner, bien qu'elle ne sache ce qui reste de la maison où elle résidait avant son départ pour ce pays sud-américain, il y a déjà plus de cinq ans.

Les Haïtiens traversent le Rio Grande rejoignant d'autres qui commencent à s'empiler de l'autre côté, en territoire américain.

Assurément d'autres réfugiés nouvellement rapatriés se trouvent dans la même situation que cette femme. Car les gangs sont omniprésents, à la capitale haïtienne, au point de provoquer le déplacement de familles entières vers d'autres quartiers ou à leurs zones d'origine, dans les provinces. Tout cela expose les défis auxquels se trouvent confrontés les migrants revenant d'Amérique du Sud, retournés au pays par l'administration Biden.

Une action différente d'un agent monté de la Patrouille frontalière, capture au lasso d'un migrant haïtien.

Des Haïtiens naturalisés Chiliens, des éventuels réfugiés ?

De toute évidence, la majorité des migrants haïtiens arrivés à Del Rio ne sont pas récemment arrivés au Chili. Ils appartiennent à la vague d'expatriés post-séisme du 12 janvier 2010, qui ont été attiré vers ce pays à la suggestion d'officiels de l'ONU, qui évoluaient en Haïti, dans le cadre de la Mission de paix, la MINUSTAH.

Il semble que, certains Haïtiens arrivés au Chili, surtout ceux privés de professions libérales et manuelles, auraient décidé d'opter pour la nationalité chilienne. Mais d'autres, aspirant à de meilleurs salaires et à une vie meilleure, aient conçu une stratégie pour atteindre l'El Dorado. Aussi, conterait-on des Chiliens d'origine haïtienne parmi les migrants. Autrement dit, de telles personnes seraient traitées différemment, une fois interrogées par les autorités américaines compétentes.

De toute façon, suite au tollé quasi international provoqué par la manière dont ont été accueillis les réfugiés haïtiens, par les agents frontaliers, à Del Rio, les Américains ont quelque peu assoupli leur application des lois. Il semble que certains migrants pourraient être remis à des parents ou des sponsors qui auraient accepté de les prendre en charge, moyennant l'engagement d'assumer leurs frais de séjour, aux États-Unis, et le coût de leurs billets d'avion.

Aucun doute, les autorités américaines étaient vraiment désemparées, en présence de cette avalanche de migrants. Infrastructures physiques et procédurales manquantes, en sus d'un personnel insuffisant, le processus d'accueil de plus de 13 000 personnes arrivées illégalement, et tous ensemble, ne pouvait se dérouler normalement et de manière satisfaisante. D'ailleurs, dans de telles conditions, les agents préposés à la documentation des entrées ne seraient pas en mesure de traiter ponctuellement chaque dossier, dont l'élaboration requiert un nombre de temps spécifique.

Voilà pourquoi d'autres immigrés haïtiens, en provenance du Chili, arrivés sur le sol américain, munis de documents de voyage en règle, ont pu avoir accès aux États-Unis. C'est le cas d'un ex-policier haïtien parti pour ce pays, qui a pu faire son entrée aux États-Unis, sans trop de problème.

Interrogé par l'auteur, cet ex-membre de la PNH, a déclaré que, arrivé au Chili, il y a quatre ans il a lancé le processus de naturalisation. Mécanicien de son état, en plus d'être débrouillard, il a pu obtenir des documents légaux, qui lui ont permis d'effectuer le voyage aux États-Unis, avant même la date de son rendez-vous avec l'immigration, suite à sa demande de citoyenneté chilienne.

Dans la mesure où d'autres immigrants suivant cette dernière vague de réfugiés, en situation illégale, et voulant entrer aux États-Unis, il y a de grands risques d'une autre entrée en catastrophe à la frontière américano-mexicaine. Il faut donc s'attendre à une autre situation de crise humanitaire. À moins qu'il soit possible aux dirigeants américains de se prémunir contre une nouvelle vague d'arrivées irrégulières, en installant des infrastructures de logement et le personnel compétent, en sus de prisons adéquates pour accueillir la grande foule.

L.J.

Journal 22- 29 septembre 2021.qxp_HO 9/22/21 3:36 AM Page 16

Sports

HAITI FOOTBAL FÉMININ

Melchie Daëlle Dumornay prise en otage par la FHF

Par Gesner Jean Marie

PORT-AU-PRINCE, 19 septembre — Une bonne nouvelle pour le football féminin, Melchie Daëlle Dumornay est finalement arrivée en France, après une semaine d'empêchement pour cause de la Covid-19. Cependant, au lieu de prendre direction de Lyon, comme prévu, elle a atterri au Stade de Reims. Pourquoi ? Une seule explication, elle est prise en otage par la Fédération haïtienne de football (FHF), que dirige actuellement Carlo Marcelin, comme secrétaire général.

En effet, Mme Dumornay (Corventina), cinquième jeune joueuse mondiale, après une longue attente d'une semaine, a quitté Haïti, le mercredi 8 septembre 2021, pour la France, afin de retrouver ses coéquipières en sélection évoluant au sein d'une équipe élite française. La joueuse,

qui a fêté ses 18 ans récemment, va rejoindre le Stade de Reims, lauréat à 5 reprises du Championnat de France de première division. Longtemps convoitée par l'Olympique lyonnais, la jeune étoile haïtienne a préféré déposer ses valises au Stade de Reims, qu'elle estime répondre à son profile, mais aussi club qu'elle croit pouvoir faciliter l'atteinte de ses objectifs.

Bloquée, une semaine avant son départ, à l'aéroport international Toussaint Louverture, pour n'avoir pas pris toutes les doses de vaccin contre le Coronavirus exigées par les autorisées françaises, Melchie Daëlle Dumornay se sent heureuse au sein du club Stade de Reims, au point de vouloir devenir un monstre sur le terrain, a-t-elle dit, tout en songeant, à l'avenir, à rejoindre la formation lyonnaise, le meilleur club du monde de football féminin, avec lequel elle avait déjà un accord de principe pour le rejoindre quand elle aura 18 ans.

Melchie Daelle Dumornay

C'était sous le règne du Dr Yves Jean-Bart, en 2020.

Stade de Reims au lieu de Lyon, Corventina prise en otage par la FHF

Le temps passe, la Fédération a changé de patron, les données aussi ont changé. Melchie Daëlle Dumornay signe brusquement au Stade de Reims, au lieu de Lyon. Un choix justifié par la joueuse, une adolescente de 18 ans, qui ne sait rien dans les affaires du football international, transferts, contrats et clauses d'un contrat. Elle est prise en otage par le clan Carlo Marcelin, sans autorisation de son club AS Tigresse.

N'ayant pas eu de problème pour laisser partir la joueuse au Lyon, où elle devait passer une année à étudier, avant de signer son contrat professionnel, l'AS Tigresse n'a pas donné son autorisation à la FHF pour conclure le contrat au Stade de Reims. À se rappeler que, le transfert, pour être affectif, doit avoir dans le dossier le ITC (International Transfert Certificate) exigé par la FIFA. Sinon il sera invalidé. Donc qui a autorisé cette transaction ? C'est juste une question d'argent, dont la footballeuse serait la victime sur le plan financier et le clan Carlo Marcelin, le principal bénéficiaire.

ITC ou International Transfert Certificate, c'est quoi ?

Normalement, dans le cadre du transfert de Dumornay, quand elle arrive en France, le nouveau club, Stade de Reims doit demander à la Fédération française de football (FFF) de solliciter

Ralph Kernizan

auprès de la (FHF) le ITC. C'est à ce moment-là que celle-là devait demander l'autorisation au club de Melchie Daëlle Dumornay, l'AS Tigresse.

À ce stade du transfert, si le club dans lequel la joueuse était licenciée avait déjà un accord avec le club étranger (Stade de Reims), il donne l'autorisation de délivrer le ITC, sinon il s'y oppose. Selon un responsable de l'AS Tigresse, la FHF n'avait pas sollicité l'autorisation de délivrer le ITC auprès d'AS Tigresse.

Carlo Marcelin, responsable d'un contrat occulte signé sur le dos de Melchie Daëlle Dumornay.

Comment le clan de Carlo Marcelin a t-il pu orchestré ce coup ? Quel Club haïtien a donné l'autorisation de l'ITC à la place de l'AS Tigresse ? Quel est intérêt est en jeu ?

Le drame c'est que l'AS Tigresses a appris, par voie de presse, le départ de la Melchie Daëlle Dumornay. À noter aussi que l'AS Tigresse n'avait aucune objection ni exigence à donner son accord au Stade de Reims. Elle était aussi intéressée dans un souci de protéger l'enfant qui n'a aucune expertise, de peur qu'elle ne soit exploitée ou que ses intérêts soient lésés, à savoir : comment ce départ pour la France a-t-elle été arrangé ? De quel salaire bénéficiera-t-elle ? Quels arrangements ont été faits en matière de logement pour elle ? Sur quelles garanties médicales peut-elle compte ?

Est-ce que les intermédiaires, qui ont mené les négociations en faveur de la joueuse, ont conclu un contrat au termes desquels les intermédiaires se sont octroyé la part du lion en s'arrangeant pour détourner et voler l'argent du transfert de Melchie Daelle Dumornay ? La Fédération haïtienne de football doit des explications à la famille du football.

Selon cette même source, qui souhaite garder l'anonymat, Lyon avait un accord verbal avec AS Tigresse et la FHF pour que la joueuse aille jouer sans de grandes conditions financières. Ce genre d'accord ne fait pas l'affaire des responsables de la FHF, qui l'ont faite signer dans un petit club où elle pourra vite se faire remarquer et être vendue dans une autre organisation à contrepartie des compensations plus alléchantes, au détriment de la joueuse et du club formateur.

Dans ces genres de situations, la jeune footballeuse est entraîné dans n'importe quel accord (un bas salaire, gestion de son compte en banque, en sus de cosigner avec elle). J'ai bien peur que ce ne soit déjà le cas de nos joueuses qui sont déjà en France (Nerilia, Batcheba, Roseline, Sherly). L'on se souvient du cas de l'avant-centre du Cavaly, Gamaël Dorvil.

Il faut que la FHF donne des explications sur le transfert de Melchie Daëlle Dunormay, dans l'intérêt de la joueuse.

G.J.M.

jeanmarie2220@yahoo.fr

DÉGOÛTÉS, LES ARBITRES DE FOOTBALL JETTENT L'ÉPONGE

Une nouvelle aventure pour Wisline Louis

Par Jean-Evensck Desjardins

*

La modèle des arbitres féminins, Wisline Louis, vient d'annoncer, sans surprise, qu'elle met fin à sa carrière internationale, comme, d'ailleurs, une trentaine de footballeuses mondialistes, car ce complot, qui détruit le football haïtien, est une forme de discrimination qui vise la femme, dans motte football, donc le football féminin, qui a réussi des progrès fantastiques dans un pays si misogyne et qui a voulu casser l'élan du secteur féminin, en progression vertigineuse grâce à des gens passionnés de football féminin. Il ne faut donc pas s'étonner de voir l'identité des deux hommes (le Haïtien du tsunami et le Français de *The Guardian*), les

Rosnick Grant

deux mercenaires qui ont déclenché et fabriqué le scandale. *Fanm pa ladan l*, arbitres, joueuses,

Wisline Louis

entraîneuses, toutes avilies.

Wisline Louis ne sera pas seule, surtout les arbitres-femmes, toutes décontenancées et découragées par la brusque détérioration de la situation du football dans le pays et par les injures, les atrocités monstrueuses, mensongères fabriquées sur leur compte par le mercenaire Romain Molina et ses commanditaires haïtiens. La première conséquence est que la corruption avec les matches truqués vont Revenir en force, avec la clique de malfaiteurs arbitres de Pétion-Ville mis sur la touche, ces dernières années, pour incompétence, et malhonnêteté. Encore une monstrueuse absurdité de la FIFA. La Concacaf et la CFU, longtemps dominées par les arbitres trinidadiens et jamaïcains, sont contentes, car Haïti, qui avait pris le leadership de l'arbitrage, dans la zone, s'est auto suicidé.

« *En dix ans, Haïti a accompli une ascension colossale en arbitrage, chez les hommes et aussi chez les femmes, progrès dus à la prise en charge de l'ingénieur Rosnick Grant, qui a rapidement sorti l'arbitrage de la vie folklorique et artisanal dans laquelle il se développait, ou en dehors de quelques hommes*

Suite en page 12